

L'EGYPTE CONTEMPORAINE

Revue Trimestrielle

de la

Société d'Économie Politique, de Statistique et de Législation d'Égypte



OCTOBRE 1958
XLIX^e ANNÉE
N^o 294
LE CAIRE

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE, DE STATISTIQUE ET DE LÉGISLATION D'ÉGYPTÉ

La Société a été fondée en 1909. Son objet est de promouvoir les études et recherches dans les domaines économique, statistique et juridique.

Elle publie la présente revue qui est à la quarante-neuvième année de sa fondation et consacrée aux études de différentes matières traitées du double point de vue scientifique et pratique.

Elle facilite la consultation des principaux ouvrages et revues égyptiens et étrangers dont sont richement dotées sa bibliothèque et sa salle de lecture.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président: Dr. ABDEL HAMID BADAWI, Ancien Ministre, Vice-Président de la Cour internationale de Justice de La Haye.

Vice-Président: Dr. ABDEL GUEIL EL-EMARI, Ancien Ministre, Gouverneur de la National Bank of Egypt.

Secrétaire Général: IBRAHIM BAYOUMI MADKOUR, Ancien Ministre.

Trésorier: Dr. ABDEL MONEIM EL TANAMLY, Directeur du Crédit Foncier Égyptien.

Membres du Comité: Dr. ABDEL HAKIM EL RIFAI, Gouverneur suppléant de la National Bank of Egypt; Dr. ABDEL MONEIM EL CHAFFEI, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Sociales; Dr. ABDEL MONEIM EL KAYSOUNI, Ministre central du Commerce et de l'Economie; AHMED ABOUD, Président et Administrateur-Délégué de la Khedivial Mail Line; ALY EL CHAMSI, Ancien Ministre et Ancien Gouverneur de la Banque Nationale; Dr. ALY EL GREITLY, Ancien Ministre; HAFEZ AFIFI, Ancien Ministre; SADEK HENEIN, Ancien Ministre; MAHMOUD MOHAMED EL DARWISH, Ancien Président du Conseil d'Administration de la Banque "Gomhourys"; MOHAMED AMIN FIKRI, Ancien Gouverneur de la National Bank of Egypt; MOHAMED IBRAHIM FAHMY EL SAYED, Conseiller à la Présidence de la République; MOHAMED ROUCHDI, Président du Conseil d'Administration de la Banque Misr; Dr. MOHAMED ZOHEIR GARRANAH, Avocat et Ancien Ministre; Dr. S. SIDAROUSS, Ancien Ministre Plénipotentiaire d'Egypte à Washington; HASSAN MOUKHTAR RASMI, Président du Conseil d'Administration de la Société Misr pour la Filature et le Tissage; HUSSEIN FAHMY, Président de l'Organisation Economique; ZAKI ABDEL MOTAAL, Ancien Ministre des Finances; Dr. EL SAID MOSTAFA EL SAID, Recteur de l'Université du Caire; MOHAMED ALY ET GHATTI, Sous-Directeur du Crédit Hypothécaire.

Secrétaire: N. N.

Censeur: Dr. ISCANDAR A. DOSS.

L'EGYPTE CONTEMPORAINE

(XLIX^e ANNÉE, OCTOBRE 1958, No. 294)

S.O.P. - PRESS
(SOCIÉTÉ ORIENTALE DE PUBLICITÉ)
LE CAIRE, 1958

Prix P. T. 40

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

Les membres actifs de la Société sont de deux catégories: les membres titulaires payant une cotisation de P.T. 150 par an et les membres donateurs s'inscrivant pour une cotisation de L.E. 10 au minimum. Ils sont nommés par le Conseil sur leur demande appuyée par au moins un membre de la Société et ont tous droit au service gratuit de la Revue de la Société.

La Société compte actuellement environ 600 membres.

CONDITION D'ABONNEMENT

Le prix de l'abonnement à la revue est de P.T. 150 pour l'Égypte et le Soudan et 35 shellings pour tous les pays faisant partie de l'Union Postale.

Les numéros non réclamés par Messieurs les Membres et Abonnés dans l'intervalle entre la parution de deux fascicules consécutifs ne leur seront livrés que contre paiement du prix.

Le prix du fascicule est de P.T. 40 pour l'Égypte et 8 shellings et 7 pence pour l'étranger.

Les opinions émises par les collaborateurs de la revue n'engagent pas la responsabilité de la Société.

La reproduction et la traduction des articles publiés dans la présente revue sont interdites, sauf autorisation préalable de la Société.

Tout manuscrit soumis à "L'Égypte Contemporaine" devient la propriété de la Société.

Les demandes d'adhésion, d'abonnement ou d'information doivent être adressées au Secrétariat de la Société, Boîte Postale No. 732.

Siège: Le Caire, 16, Charch Ramsès (ex Maleka), Téléphone 52797

SOMMAIRE

EN LANGUES ÉTRANGÈRES

ARTICLES

	Pages
Dr. SAMIR AMIN. — Forces Inflationnistes et Forces Déflationnistes dans l'Economie Egyptienne.....	5 - 36
Dr. A.A. EL-SHERBINI. — The Status of Marketing in Under-Developed Countries.....	37 - 43

ACTUALITÉS

Ouvrages reçus, troisième trimestre 1958	45 - 46
Relevé des principaux articles parus dans les revues égyptiennes et étrangères, troisième trimestre 1958.....	47 - 71

EN LANGUE ARABE

Dr. SAMIR AMIN. — Forces Inflationnistes et Forces Déflationnistes dans l'Economie Egyptienne	5 - 35
Dr. Z. M. SHABANA. — Les Effets Economiques de la Politique Cotonnière des principaux pays	37 - 76
Dr. O. WAHBI. — Considérations Economiques relatives au choix des terres à mettre en valeur.....	77 - 83
M. F. AL-BAKRI. — Le Financement de l'Industrie Minière dans la Province Egyptienne de la R.A.U.....	85 - 94



FORCES INFLATIONNISTES ET FORCES DEFLATIONNISTES DANS L'ECONOMIE EGYPTIENNE

par
Dr. SAMIR AMIN

Le gouvernement issu de la Révolution de 1952 s'est promis de développer l'économie du pays. L'industrialisation du pays a beaucoup avancé au cours des dernières années. Mais parallèlement l'indice des prix a augmenté très sensiblement.

La tentation était grande d'accuser le "financement inflationniste" de la hausse des prix. Cependant, durant la même période, le déficit de la balance extérieure a entraîné une dévaluation de la livre égyptienne qui, en conjonction avec la hausse des prix étrangers et le déficit budgétaire courant, pourrait bien expliquer la hausse des prix égyptiens.

Nous nous proposons dans cette étude de mesurer très grossièrement l'ordre de grandeur des différentes forces inflationnistes et déflationnistes qui agissent au sein de l'économie. Nous espérons ainsi parvenir à mieux établir les responsabilités de la hausse des prix et, partant, à armer davantage les autorités soucieuses à la fois du développement économique et du maintien de la stabilité des prix.

L'analyse statistique repose toujours sur quelque conception théorique, explicite ou implicite. C'est pourquoi, avant d'aborder la mesure statistique des forces inflationnistes et déflationnistes, nous croyons devoir exposer très brièvement notre conception théorique de l'équilibre général des prix :

Plan de l'étude :

- I. — Les conditions de l'équilibre général des prix
- II. — Les forces traditionnelles: la thésaurisation et la déthésaurisation
- III. — L'équilibre traditionnel de l'Egypte
- IV. — Le déséquilibre actuel de l'économie égyptienne

1. — Les conditions de l'équilibre général des prix.

Dire que la hausse des prix est due à l'excès de la demande, ne nous avance pas beaucoup. Le problème de l'équilibre général des prix doit, à notre

avis, être posé dans les termes suivants: l'émission monétaire entraîne-t-elle un déséquilibre entre l'offre et la demande globales ?

S'il en est ainsi, les variations de l'émission déterminent celles des prix. Ou bien le volume de l'émission s'ajuste-t-il à celui des prix de sorte que l'origine du déséquilibre entre l'offre et la demande doit être recherchée ailleurs que du côté monétaire ?

La résistance victorieuse offerte par la théorie quantitative de la monnaie aux critiques les plus décisives d'un Nogaro et d'un Aftalion la réapparition de cette théorie, sous une forme "nuancée" qui consiste à remplacer la proportionnalité rigoureuse entre l'augmentation du volume des disponibilités monétaires et celle des prix par une formulation en termes de "tendances" tout en continuant à voir dans le gonflement du volume monétaire la cause et non la conséquence de la hausse des prix, l'assimilation par la plupart des économistes post keynésiens et notamment des experts de l'ONU de toute augmentation des prix un tant soit peu générale à un état d'inflation, tout cela exige que nous rappelions aussi brièvement que possible les conditions et la signification exacte de l'équilibre des prix.

La théorie quantitative de la monnaie affirme que le niveau général des prix est déterminé par sa quantité de monnaie. Elle affirme aussi et conséquemment que les fluctuations du niveau des prix sont déterminées par celles de la quantité de monnaie (1).

Il n'est pas inutile de répéter ici que cette relation causale n'existe pas, que la relation causale véritable est inverse, que c'est le niveau général des prix qui détermine la quantité de monnaie qui s'ajuste automatiquement à son tour au "besoin monétaire" tel qu'il est mesuré par le produit du niveau des prix par celui de l'activité.

Position quelque peu extrémiste, dira-t-on. En logique, il n'y a malheureusement pas de "solution moyenne". La véritable théorie économique doit se garder de solutions "éclectiques" qui, sous prétexte de "nuance", éludent les difficultés logiques véritables.

Le niveau de l'activité dépend *fondamentalement* non pas du taux de l'intérêt (par le canal duquel la quantité de monnaie agirait sur celui de la

(1) Il y aurait beaucoup à dire à ce sujet: on pouvait démontrer que la théorie subjective de la valeur se réduit finalement à celle de l'équilibre général. Le système d'équations qui traduit cet équilibre n'a de solution que si l'on se donne une variable quelconque. Cette variable, logiquement, ne peut être que la quantité de monnaie. On pourrait aussi montrer comment Keynes n'est pas sorti de ce cadre finalement quantitativiste, qu'il n'a fait qu'ajouter une équation au système: la fonction de liquidité qui relie la demande de monnaie au taux de l'intérêt.

Voici à ce sujet :

Modigliani : *Liquidity preference and the theory of money and interest* Econometrica 1944.

production) mais de tout autre chose. Dans une économie capitaliste le niveau de l'activité est déterminé par le degré de coïncidence entre la capacité de produire et celle de consommer. La première est déterminée par le niveau de la productivité générale, la seconde par les rémunérations relatives du travail (salaire) et du facteur capital-entreprise (profit brut). Les variations du taux de l'intérêt agissent certes sur la détermination de la technique de production la plus rentable pour l'entrepreneur-capitaliste, mais dans des limites très étroites qui ne sauraient en aucun cas faire oublier l'essentiel, à savoir la relation causale fondamentale en cause ⁽¹⁾.

Quant au niveau général des prix, il était déterminé par le rapport entre le coût de production des marchandises et celui de l'or à l'époque de la convertibilité or. La suspension de la convertibilité or n'a pas aboli la dépendance fondamentale dans laquelle se trouve la quantité de monnaie par rapport aux prix. La quantité de monnaie continue à s'ajuster aux prix. Néanmoins, en faisant sauter le garde-fou qui rendait impossible l'émission monétaire au delà du besoin monétaire tel qu'il a été précédemment défini, elle a rendu possible dans certaines conditions structurelles et conjoncturelles l'inflation, c'est-à-dire la hausse générale des prix qui accompagne l'engorgement des canaux de la circulation par une émission monétaire trop abondante ⁽²⁾.

La réunion de ces conditions structurelles et conjoncturelles conduit d'ailleurs nécessairement à la suspension de la convertibilité or. On verra plus loin qu'il n'existe que deux possibilités d'inflation: le déficit budgétaire ou l'émission inflationniste de crédits bancaires (avec l'accord de la Banque Centrale) dans certaines conditions très particulières à notre époque.

Quoiqu'il en soit, le niveau de l'activité et celui des prix étant donnés, le besoin monétaire est déterminé. La quantité de monnaie s'ajuste automatiquement à ce besoin. L'offre de monnaie s'ajuste à sa demande. L'inverse n'est pas vrai, ou du moins n'est vrai qu'exceptionnellement.

(1) Cette image est évidemment très simplifiée. Voir à ce sujet les discussions sur le cycle, phénomènes de déséquilibre réel et non monétaire, et notamment les ouvrages de Kaldor, Kalecki, Harrod, Hicks et Sweezy.

De même pour ce qui est de la détermination du niveau général des prix dont nous avons donné une image très simplifiée voir :

H. Denis : *"La Monnaie"*

R. Marjolin : *"Prix, Monnaie et Production"*.

O. Lange : *"Price flexibility and employment"*.

(2) C'est pourquoi nous regrettons que l'usage ait assimilé "inflation" à hausse générale des prix. Nous préférons réserver l'usage du premier de ces termes au phénomène de la hausse des prix d'origine monétaire, laissant ainsi entendre qu'un déséquilibre qui doit conduire à la hausse générale des prix, peut avoir son origine ailleurs que dans l'émission monétaire. Nous nous conformons néanmoins par la suite à l'usage courant.

Dans tous les cas, évidemment, les mouvements généraux des prix restent immédiatement causés par un déséquilibre entre l'offre globale et la demande globale.

Ce déséquilibre peut revêtir un aspect monétaire. Nous dirons alors qu'il y a inflation. Le déficit budgétaire ou l'émission de crédits bancaires (dans certaines conditions très précises) traduisent un déséquilibre entre l'offre et la demande globales. C'est ce déséquilibre qui conduit à la hausse générale des prix. La monnaie intervient ici *activement* dans le mécanisme concret de la hausse, l'augmentation des moyens de paiement précédant celle des prix. La théorie quantitative paraît être confirmée dans ces cas particuliers.

Mais le déséquilibre peut aussi ne présenter aucun aspect monétaire. On assiste alors à des mouvements généraux de prix dans le mécanisme desquels la monnaie n'intervient pas. Le volume monétaire s'ajuste ici *passivement* au besoin. Ses fluctuations suivent celles des prix. Il n'y a pas d'inflation au vrai sens du terme, il existe deux cas de déséquilibre global non monétaire: la thésaurisation et le déséquilibre de la balance extérieure.

Examinons maintenant les 4 hypothèses possibles de déséquilibre global: la thésaurisation, le déséquilibre de la balance extérieure, le déséquilibre budgétaire, l'émission inflationniste de crédits bancaires:

I. — La thésaurisation:

Thésauriser c'est s'abstenir de dépenser et d'investir.

L'excédent du revenu sur la consommation peut être utilisé par les individus de différentes manières:

1. — Il peut être investi directement par les individus (autofinancement) ou placé en valeurs monétaires (il constitue alors la contre-partie d'un investissement équivalent).

2. — Il peut être consacré à l'achat de richesses réelles: or, terres, immeubles.

L'or acheté par les individus doit être considéré du point de vue de la société, comme une véritable dépense (car cet or doit être produit ou importé) bien que son accumulation soit du point de vue individuel l'équivalent de la thésaurisation d'un pouvoir d'achat ⁽¹⁾.

L'achat de terres modifie la répartition à l'échelle globale puisqu'il transfère la rente de l'ancien au nouveau propriétaire. Si, par suite de cet achat,

(1) A l'échelle mondiale la production de l'or apparaît sous son vrai jour: un gaspillage de forces productives qui entre dans les faux frais du système.

la demande globale de terres dépasse l'offre, le prix de cette richesse augmente relativement. Cette modification des prix relatifs rend l'investissement consacré à la bonification des terres plus rentable. Ainsi la société parvient-elle dans une certaine mesure à "créer" des terres nouvelles.

La construction d'immeubles est à l'échelle globale une véritable dépense de consommation qui n'ajoute rien à la capacité de production du pays (contrairement à l'investissement dans la bonification des terres). La rente nouvelle que rapporte à son propriétaire la location de l'immeuble est prélevée sur un revenu global qui n'a pas augmenté ⁽¹⁾.

3. — Il peut être confié à une Caisse d'Épargne, une Compagnie d'Assurance ou une Banque. Le "Secteur organisé" investit la majeure partie de cette épargne. Le reste est conservé par devers lui sous forme liquide. Dans la mesure où ces liquidités sont conservées par le secteur organisé sous la forme très primitive de billets de banque, il y a véritablement thésaurisation. Pour le reste, les actifs liquides aboutissent à la Banque Centrale qui peut les investir en titres de la dette publique locale ou les exporter en souscrivant aux émissions de titres étrangers. Cette exportation des liquidités, analogue dans ses effets à l'exportation des capitaux et au déficit de la balance extérieure, est une forme de thésaurisation ⁽²⁾.

4. — Enfin, il peut être conservé en billets de banque, thésaurisé au plein sens du mot. Cette thésaurisation peut être de très courte durée (thésaurisation des salaires dont la dépense est étalée sur le mois entier par exemple) ou pour de longues périodes (thésaurisation des paysans les bonnes années pour couvrir les dépenses extraordinaires des mauvaises années).

L'ensemble des fonds thésaurisés n'est donc pas autre chose que l'ensemble des billets de banque en circulation et des fonds investis en titres étrangers.

Cet ensemble constitue la contre-partie monétaire des stocks réels accumulés dans l'économie du pays ⁽³⁾.

Il existe 3 types différents de thésaurisation :

1. — La thésaurisation structurelle des pays sous-développés.

L'économie précapitaliste ignore la catégorie du profit liée à l'existence d'un système économique particulier : le capitalisme. L'investissement du profit,

(1) Les subjectivistes affirment que l'immeuble producteur d'une "rente" pour son propriétaire est un bien productif d'un service (celui du logement). Nous y voyons un bien de consommation durable pas plus.

(2) Cette "exportation de liquidités" agit-elle sur la balance extérieure dans le sens du rééquilibre, y parvient-elle ? Il y a là une série de problèmes que nous avons discutés dans notre thèse : "Les effets structurels de l'intégration internationale des économies précapitalistes" p. 405 et suivantes.

(3) Voir à ce propos :

Gruson : "Esquisse d'une théorie générale de l'équilibre économique".

qui donne au capitalisme son allure dynamique qui fait contraste avec la lenteur du progrès dans les systèmes précapitalistes, est une nécessité imposée à l'entrepreneur-capitaliste par le fonctionnement même des mécanismes de la concurrence prise au sens le plus large du terme.

La catégorie de l'épargne-créatrice, liée aux catégories du profit, du capital et de l'entreprise-capitaliste n'existe pas dans l'économie précapitaliste. Ici, l'excédent du revenu sur la dépense de consommation est thésaurisé.

Dans les économies précapitalistes, cette thésaurisation prenait la forme d'une accumulation de métaux précieux, de bijoux, etc. Dans les économies sous-développées qui sont des économies précapitalistes modifiées par leur intégration au marché international-capitaliste, cette épargne-thésaurisation garde son contenu ancien mais revêt une forme moderne: celle d'une accumulation de billets de banque ou de titres étrangers (1).

2. — La thésaurisation conjoncturelle des économies capitalistes.

Dans certaines conditions du fonctionnement du système capitaliste (celles de la dépression cyclique ou chronique) le revenu global est partagé entre la dépense (déterminée à son tour par le volume global des salaires destinés par nature à la dépense) et l'épargne (déterminée par le volume global des profits bruts des entrepreneurs-capitalistes, profits bruts destinés par nature à l'épargne en vue de l'investissement) de telle sorte que la totalité de la production finale (dont le volume est déterminé par celui de l'investissement) ne peut être écoulee. Il y a ici un déséquilibre entre l'offre et la demande globales qui n'est pas d'origine monétaire. Une partie de l'épargne ne peut être rentablement investie, elle est thésaurisée. Cette thésaurisation est forcée dans le sens qu'elle n'est pas désirée par les entrepreneurs mais leur est imposée par le mécanisme économique.

3. — La thésaurisation "Keynésienne".

L'individu partage son revenu entre la dépense de consommation, l'investissement et la thésaurisation (conservation des fonds liquides) suivant un choix à la marge. La "préférence pour la liquidité" lui fait attribuer un prix à la monnaie, c'est-à-dire à la richesse thésaurisée (conservée liquide). Ce prix, qui est la contre-partie des avantages spécifiques que comporte la possession de la monnaie relativement à celle de biens réels, est le taux de l'intérêt.

(1) Ce phénomène provient à notre sens de la nature même du sous-développement que nous définissons dans notre thèse comme étant l'état des économies précapitalistes transformées par la domination du marché capitaliste international. Les limites et les caractères particuliers du développement du capitaliste "importé de l'extérieur" (cad du capitalisme qui n'est pas né d'une révolution structurelle interne) constituaient le contenu de cette thèse. Nous y avons soutenu que de nombreux phénomènes (comme la thésaurisation) conservaient leur contenu précapitaliste mais prenaient une forme nouvelle.

Aussi existe-t-il une force objective qui empêche le taux de l'intérêt de s'abaisser en deçà d'un certain point quelque soit le volume de l'offre de monnaie que la fonction de liquidité met en relation inversement proportionnelle avec le taux de l'intérêt.

Le volume de l'investissement est déterminé par la différence entre l'efficacité marginale du capital (rendement attendu des investissements) et le taux de l'intérêt. Ce volume détermine à son tour celui du revenu global (de l'emploi) et - via la propension moyenne à la consommation - celui de l'épargne.

Lorsque l'épargne globale ainsi déterminée est plus importante que l'investissement global il y a thésaurisation.

Cette thésaurisation Keynésienne peut donc provenir de l'une des 2 causes suivantes :

— le taux de l'intérêt est trop élevé, auquel cas une injection monétaire, en permettant son abaissement, rétablit la rentabilité de l'investissement.

— l'efficacité marginale du capital est trop faible auquel cas il se peut qu'aucune injection monétaire ne puisse abaisser le taux de l'intérêt suffisamment pour rétablir la rentabilité de l'investissement. La dépression est alors chronique.

Dans les 3 hypothèses quels sont les effets de la thésaurisation ?

Les néoclassiques ont affirmé que le déséquilibre global en faveur de l'offre qui accompagne la thésaurisation dans tous les cas agissait sur les prix. Ils ont prétendu que cette action vers la baisse pouvait toujours rétablir la rentabilité de l'investissement.

Keynes a montré que l'égalité de l'épargne et de l'investissement se réalisait par la contraction ou l'expansion du revenu global, sans fluctuation générale des prix.

Nous serions tentés d'adopter ce dernier point de vue pour ce qui est des économies capitalistes où la thésaurisation entraînerait la contraction de la production jusqu'au point où tous les profits épargnés peuvent être rentablement investis, sans modification aucune des prix.

Dans les économies sous-développées, par contre, les mécanismes capitalistes n'entrent pas en fonctionnement: la thésaurisation est alors une force déflationniste qui agit sur le niveau général des prix.

2. — Le déséquilibre de la balance extérieure.

Le déficit de la balance extérieure se comporte comme la thésaurisation du point de vue de l'équilibre de l'offre et de la demande globales.

On a bien en effet :

Offre globale = Production locale + Importations — Exportations.

Demande globale = revenu distribué = Production locale.

On vérifie que l'offre globale est supérieure à la demande globale (déflation) si les importations sont supérieures aux exportations (déficit extérieur).

La prise en considération de la thésaurisation se traduirait d'ailleurs par l'équation suivante :

Demande = revenu distribué — thésaurisation = production — (thésaurisation de la monnaie locale + avoirs en titres étrangers).

On vérifie que l'équilibre global suppose que le mouvement de l'ensemble de la thésaurisation compense celui de la balance extérieure. Si les importations sont inférieures aux exportations (excédent de la balance extérieure) l'effet inflationniste est alors compensé par la thésaurisation globale.

Le déficit extérieur agit donc comme la thésaurisation. Dans les économies capitalistes le déficit extérieur déclenche un mouvement de contraction du revenu global, sans agir sur les prix. Dans les économies sous-développées ce même déficit agit sur les prix dans le sens de la baisse.

Dans l'hypothèse de la stabilité des changes (étalon or ou étalon devise étrangère) l'analyse peut être arrêtée ici. Mais dans l'hypothèse où les changes fluctuent librement on doit prendre en considération l'action secondaire du déséquilibre extérieur sur le change et, via le change, sur les prix.

L'action du déficit extérieur est ici inverse de celle décrite plus haut. En entraînant la dépréciation du change, le déficit détermine la hausse du prix des importations. Cette hausse, qui dans les économies capitalistes ne se transmet à l'ensemble des prix domestiques que dans la mesure où les importations entrent dans la production locale, se généralise par contre dans les économies sous-développées à l'ensemble des prix locaux (!). Les prix étrangers jouent ici le rôle dominant. C'est pourquoi nous serions tentés de conclure que dans les économies sous-développées monétairement indépendantes le déficit extérieur a des effets inflationnistes, et non pas du tout des effets déflationnistes.

Ainsi donc rejetons-nous catégoriquement la théorie monétaire néoclassique de la balance extérieure, pour adopter délibérément le point de vue

(1) Voir à ce sujet :

Richard Cantillon : *"Essai sur la nature du commerce en général"* chapitre 14 : "Les humeurs, les modes et les façons de vivre du prince et principalement des propriétaires de terre déterminent les usages auxquels on emploie les terres dans un Etat et causent au marché les variations des prix de toutes choses".

de la théorie du transfert de pouvoir d'achat, compte tenu de l'intervention du change.

La théorie néoclassique prétend que le déficit qui se traduit par un flux de sortie monétaire agirait dans le sens de la baisse des prix. Ce qui favoriserait les exportations et défavoriserait les importations. La balance extérieure serait donc automatiquement rééquilibrée grâce à la modification des termes de l'échange. Nous rejetons cette théorie fondée sur le quantitativisme. En réalité, le flux de sortie n'agit pas sur la circulation monétaire intérieure. Par ailleurs, la modification des termes de l'échange peut avoir des effets "normaux" ou "pervers" sur la balance, selon les élasticités-prix des importations et des exportations.

Ceci dit, l'effet du transfert de pouvoir d'achat qui accompagne le déséquilibre extérieur et qui agit dans le sens du rétablissement de l'équilibre peut être complètement annulé par le jeu de l'effet change, des élasticités prix et des élasticités revenus.

Dans une économie capitaliste, et dans l'hypothèse de la stabilité du change, le déficit extérieur entraîne la contraction du revenu (sans modification des prix).

Cette contraction parvient ou non à rééquilibrer la balance selon l'état des élasticités revenus des exportations et des importations c'est-à-dire selon la nature de la réponse du commerce extérieur aux modifications du revenu.

Dans une économie sous-développée l'action du déficit sur les prix tend généralement à aggraver la situation, les élasticités-prix étant faibles (effet pervers). Il en est de même de l'effet-change qui se superpose à l'effet-prix dans le cas où l'économie sous-développée est monétairement indépendante. D'autant plus que le résultat immédiat de l'effet-change est généralement annulé par la propagation de la hausse des prix des importations à l'ensemble des prix domestiques.

Dans ces conditions, un déficit structurel de la balance extérieure ne peut être résorbé par aucun mécanisme automatique du marché ⁽¹⁾. La planification du commerce extérieur devient la seule solution véritable.

3. — Le déséquilibre budgétaire.

En couvrant le déficit public par le recours à la Banque Centrale, l'Etat distribue des revenus nominaux sans contrepartie réelle. C'est ce déséquilibre qui entraîne la hausse des prix et non pas une prétendue causalité monétaire en vertu de laquelle l'émission supplémentaire agirait directement sur les prix.

(1) J. Viner : "Studies in the Theory of International Trade".

Iversen : "Aspects of the theory of international capital movements".

Entendons déficit public au sens large. Ce déficit peut provenir d'organismes autorisés à recourir aux prêts de la Banque Centrale pour financer leurs dépenses de fonctionnement.

Dans l'hypothèse où ce déficit public aurait été consacré au développement économique du pays il est possible que la construction de nouvelles entreprises entraîne à son tour un déficit extérieur, les importations de biens de consommation étant incompressibles, celles de biens de production en augmentation, tandis que les exportations restent inchangées.

D'une façon générale, on considère que le "gap" inflationniste est égal au déficit financé par le Trésor. Il en est ainsi dans le cas où l'on parviendrait à équilibrer la balance extérieure en comprimant les importations des biens de consommation pour permettre celles des biens de production.

L'offre serait alors diminuée du volume des importations des biens de consommation comprimés, c'est-à-dire du volume des investissements nouveaux que représente l'importation des biens de production.

Mais dans le cas où la balance extérieure serait déficitaire du volume des importations nouvelles des biens d'investissement l'offre resterait inchangée. L'effet inflationniste de cette politique proviendrait beaucoup plus de la dépréciation de la devise nationale (et de la hausse consécutive du prix des importations) que du déséquilibre, modeste en général, les investissements en devises locales étant généralement faibles par rapport à ceux qui sont payés en devises étrangères.

4. — L'émission inflationniste de crédits bancaires :

Fondamentalement, il ne saurait y avoir d'inflation de crédits bancaires puisque l'offre de monnaie (émission bancaire) s'ajuste automatiquement à la demande, au besoin monétaire déterminé par le niveau de l'activité et celui des prix et que l'inverse n'est pas vrai. La demande de crédits dépend essentiellement du besoin, très secondairement, du taux de l'intérêt. Quant au niveau des prix il est déterminé, dans un régime de convertibilité or, par le coût de production relatif du métal jaune.

Avec la suppression de l'étalon or le garde-fou que constitue la valeur de l'or est supprimé. L'expansion des crédits bancaires peut dépasser le besoin. Le système bancaire n'achète plus l'or à prix fixe. L'expansion de crédits peut être illimitée puisqu'elle entraîne dans le mouvement général de hausse le prix de l'or. La dépendance fondamentale dans laquelle l'offre de monnaie se trouvait à l'égard de la demande semble abolie. Est-on alors retourné au quantitativisme ? Pas du tout, car cette dépendance semble seulement abolie, la règle reste que l'offre de crédit s'ajuste à la demande, l'émis-

sion inflationniste de crédits ne peut avoir lieu que dans des conditions structurelles et conjoncturelles très particulières, elle reste donc l'exception qui confirme la règle.

Fondamentalement, ce sont les modifications substantielles des conditions de la concurrence qui ont rendu l'émission inflationniste de crédits bancaires possible. Au 19^e siècle, la concurrence empêchait l'entrepreneur isolé d'augmenter son prix. Dans ces conditions, les banques ne créaient jamais "trop" de crédit parce que l'entrepreneur ne pouvait envisager le recours à la banque pour financer une impossible hausse de ses prix et que la Banque Centrale, soucieuse de sauvegarder la convertibilité or, aurait refusé de soutenir une banque engagée dans une telle politique.

Mais depuis que les monopoles dominent la production, aucune barrière ne vient arrêter la hausse de prix. Dans ces conditions la hausse va-t-elle continuer ?

Non, car si les entrepreneurs désormais groupés désiraient élever les prix encore faut-il que les banques consentent à accorder les crédits nécessaires. La convertibilité étant supprimée, la Banque Centrale peut accepter ou refuser cette politique. Dans ce sens restreint, la direction du crédit est devenue une réalité inconnue au siècle dernier.

Dans les cas où la banque centrale accepterait de servir la politique des monopoles la hausse sera-t-elle continue ?

On pourrait croire que le désir de hausse est insatiable chez les monopoles. En réalité, il n'en est pas ainsi parce qu'il existe un niveau du salaire réel assurant la vente d'une certaine production à un certain prix maximisant le profit. Au siècle dernier, la concurrence imposait à l'entrepreneur le salaire et le prix comme des données. . . Aujourd'hui, grâce au monopole, les entrepreneurs, avec l'aide des banques, cherchent à agir sur les prix et les salaires de manière à maximiser le taux du profit.

En résumé, il y a émission inflationniste de crédits lorsque les banques s'accordent pour financer une hausse générale des prix désirés par les monopoles et que la Banque Centrale consent à soutenir cette politique ⁽¹⁾.

II.—Les forces traditionnelles : la thésaurisation et la déthésaurisation

Les forces déflationnistes et inflationnistes traditionnelles dans les économies sous-développées sont la thésaurisation et la déthésaurisation des billets de banque et des titres étrangers.

(1) Voir la thèse du Dr. Ismail Abdallah "Monnaie et structure économique" consacrée à ce sujet.

Nous avons essayé d'évaluer statistiquement très grossièrement la thésaurisation et la déthésaurisation en Egypte de 1939 à 1953 (1).

1.—Principe de l'estimation statistique :

L'ensemble des billets de banque en circulation et des liquidités investis par le système en titres étrangers constitue la contrepartie des stocks accumulés dans l'économie du pays, y compris les matières premières en voie de transformation. Il est normal que cet ensemble fluctue comme celui du niveau de l'activité et des prix. Si, par contre, cet ensemble s'accroît plus rapidement que le niveau de l'activité mesuré en prix courants, le phénomène signale une augmentation de la thésaurisation. S'il s'accroît moins vite, il y a déthésaurisation. Une estimation statistique des flux de thésaurisation et de déthésaurisation est donc possible sur cette base.

On ne connaît malheureusement pas les fluctuations du portefeuille des titres étrangers détenus par le système égyptien avant 1947. Si l'on connaît le mouvement des avoirs étrangers détenus par la Banque Centrale on ne sait rien, par contre, du flux et du reflux des liquidités bancaires en provenance de l'étranger.

Dans ces conditions, nous sommes amenés à considérer une autre grandeur qui doit être proportionnelle, sous certaines réserves, au produit du niveau de l'activité par celui des prix : l'ensemble des moyens de paiement (billets en circulation + dépôts bancaires). En effet, dans la mesure où les ressources bancaires (dépôts) ont été investies dans l'économie locale (avancées à l'économie locale), le niveau de l'activité se trouve augmenté et, partant, la quantité de moyens de paiement "nécessaires" (c'est-à-dire non thésaurisés).

Ainsi donc l'excédent du volume global des moyens de paiement sur le volume des moyens de paiement "nécessaires" (proportionnel sous certaines réserves au niveau de l'activité et des prix), mesure la thésaurisation. Cette thésaurisation est partiellement le fait des individus qui ont accumulé par devers eux des billets de banque. Elle est partiellement le fait des institutions qui ont laissé s'accumuler leurs avoirs étrangers.

La méthode consistait donc :

1.—à construire un indice du produit du niveau de l'activité par celui des prix.

2.—à comparer les fluctuations du volume des moyens de paiement à celles de cet indice compte tenu des réserves formulées quant à la proportion-

(1) Ce qui suit est le résumé de notre thèse de statistique : "Le revenu susceptible d'épargne et son utilisation en Egypte de 1939 à 1953."

stabilité du volume des moyens de paiement "nécessaire" et de l'indice de l'activité en prix courants.

3.—à vérifier l'estimation des flux de thésaurisation et de déthésaurisation en les comparant aux autres flux globaux : ceux de la dépense et de l'investissement.

2.—L'indice de l'activité aux prix courants :

L'indice que nous avons pris en considération est la somme, estimée aux prix courants, des grandeurs globales suivantes :

1.—Le produit net de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et des transports, avant paiement des impôts directs.

Ce produit net équivalant à la somme des grandeurs suivantes :

a) Les revenus personnels distribués en Egypte (rentes, salaires, profits) avant paiement de l'impôt.

b) Les revenus non distribués par les sociétés.

2.—Le produit net de l'activité économique de l'Etat.

3.—Le produit net des services publics administratifs estimé selon la tradition par le volume des traitements des fonctionnaires.

4.—Le revenu de la propriété immobilière urbaine.

5.—Les intérêts et les amortissements de la dette publique.

6.—Les salaires payés aux ouvriers de l'armée britannique.

7.—Le revenu des services privés (professions libérales, domestiques, etc...)

Cette somme contient, comme on le voit, des revenus de transfert (les impôts directs et les intérêts de la dette publique) ainsi qu'une quantité globale de la nature du capital et non du revenu (l'amortissement de la dette publique). Néanmoins, on comprend facilement que l'augmentation de ces quantités exige celle des moyens de paiement en dehors même de toute augmentation du produit net de l'économie.

Voici maintenant les bases sur lesquelles nous avons évalué les grandeurs qui entrent dans la composition de notre indice.

1.—Le produit net de l'agriculture :

Nous avons utilisé les estimations du Docteur Mahmoud Amin Anis (pour les années 1939-1945 et 1950), celles de la National Bank of Egypt du produit net des années 52 et 53 et du produit brut agricole pour les années 1946 à 1949.

Nous en avons déduit le revenu net agricole pour les années 1946 à 1949 en faisant l'hypothèse de la stabilité du quotient du produit net par le pro-

duit brut agricole, stabilité vérifiée pour les périodes 1939-45-50 et 53 quelque soit les superficies relatives cultivées en coton, en blé ou en maïs.

2.—*Le produit net de l'industrie :*

Les recensements industriels nous fournissent des renseignements sur le nombre des ouvriers, les profits nets, les salaires, etc. Nous en avons déduit par interpolation le produit net pour les années situées entre les recensements industriels complets ou partiels.

3.—*Le produit net des activités commerciales et financières.*

Les recensements de 1937 et de 1947 nous renseignent sur les salaires globaux payés et les capitaux investis. Certaines considérations sur le taux du profit en Egypte nous permettent d'estimer le volume global du profit et, partant, le produit net de ces activités. Certaines hypothèses sur le comportement du rapport du produit industriel au produit commercial et du rapport du profit industriel au profit commercial et leur réponse aux fluctuations de la conjoncture nous ont permis d'évaluer le produit net de cette activité pour les autres années.

4.—*Le produit net des transports privés :*

On connaît le chiffre de la main-d'œuvre employée de 1939 à 1945 et le salaire global. La connaissance du chiffre de cette main-d'œuvre pour la période 1946-53 et celle du salaire moyen payé dans l'industrie nous permet d'estimer le salaire global pour cette période.

L'estimation des profits, fondée sur l'hypothèse de l'égalité des taux moyens du profit dans les transports et l'industrie, a été corrigée pour tenir compte des profits exceptionnels de la Compagnie du Canal de Suez après 1946.

5.—*L'activité économique et administrative de l'Etat, les intérêts et l'amortissement de la dette publique :*

L'estimation du produit net des activités de l'Etat comme celle de la dette publique est fondée sur l'analyse du budget public.

6.—*Le revenu de la propriété immobilière urbaine.*

L'estimation de ce revenu est fondée sur l'impôt sur la propriété bâtie.

7.—*Les salaires versés aux ouvriers de l'armée britannique sont estimés à 10% des dépenses globales de cette armée.*

8.—*Le revenu des services privés :*

Ce revenu calculé par le Dr. Anis pour les années de guerre, semble stable en valeur réelle. L'hypothèse de cette stabilité a été retenue comme fondement à notre estimation pour la période d'après-guerre.

Les résultats paraissent vraisemblables :

1 — de 1939 à 1947 l'indice de l'activité à prix constants demeure stable. Le revenu national fluctue entre 170 et 180 millions (valeur 1939).

Cette stabilité paraît être le résultat du jeu de 2 forces contraires : l'effondrement du revenu agricole dans une proportion de 25 % par suite de la mévente du coton d'une part, baisse du prix de 41 % de la production de 60 % et des exportations en valeur courante de 70 % entre 1938 et 1943) des conditions favorables faites à l'industrie d'autre part. (le rythme arithmétique moyen de la croissance industrielle 12 % semble vraisemblable étant données les conditions très favorables faites à l'industrie légère locale : demande des années et disparition de la concurrence étrangère.) L'amélioration de la situation agricole dans l'immédiate après-guerre compense à peine les difficultés ressenties par l'industrie.

2 — Depuis 1947, le revenu réel s'accroît bien qu'à un rythme irrégulier (moyenne arithmétique annuelle de 6 %) le revenu nominal varie dans le même sens mais avec une plus grande ampleur des oscillations. Le gonflement des dépenses publiques et les fluctuations conjoncturelles du coton sont responsables de ces mouvements.

3—L'estimation des flux de thésaurisation et de déthésaurisation :

Une comparaison brutale de cette série temporelle d'indicateurs de l'activité aux prix courants avec celle des moyens de paiement donne une première estimation du mouvement de thésaurisation et de déthésaurisation.

La courbe générale se compose d'une branche ascendante de 1939 à 1945 (thésaurisation de 217 millions) et d'une branche descendante de 1946 à 1953 (déthésaurisation de 138 millions). Cette allure est en accord avec celle d'un autre indice de la thésaurisation : le volume des dépôts d'épargne (postaux et bancaires) qui s'accroît de 13 à 42 millions pendant la guerre puis décroît de 42 à 37 millions.

Cette première estimation doit être corrigée de façon à tenir compte :

- 1) De l'existence de stocks thésaurisés en 1939, année de base de la comparaison.
- 2) Des modifications de la vitesse de circulation de la monnaie.
- 3) Des modifications dans l'usage relatif des billets de banque et des dépôts bancaires dont la vitesse de circulation est différente.

La prise en considération de l'existence des stocks de billets de banque thésaurisés en 1939, l'hypothèse que 25 % des dépôts bancaires sont investis

à l'étranger ne modifie pas les résultats dans des proportions suffisantes pour que l'on retienne ces phénomènes impossibles à chiffrer.

Un indice des variations de la vitesse de la monnaie scripturale est donné par le quotient du volume des effets compensés par celui du volume des dépôts "véritablement commerciaux" (dont une première approximation est donnée par le montant obtenu en multipliant le volume global des dépôts en 1939 par l'indice de l'activité en prix courants). Le trend ascendant de cette vitesse de circulation reflète le développement des services bancaires. A défaut de renseignements plus précis, on peut supposer que les fluctuations de la vitesse de circulation des billets de banque ont été analogues. Sur cette base, une seconde approximation des flux de thésaurisation et de déthésaurisation est possible.

Une modification de l'importance relative de l'usage des billets de banque et des dépôts bancaires dont les vitesses de circulation sont différentes (quoique les variations de ces vitesses aient été supposées analogues) modifierait le volume monétaire global "nécessaire" (proportionnel à l'indice de l'activité aux prix courants) et, partant, celui des flux de thésaurisation et de déthésaurisation. Le rapport du volume de billets "en circulation" (volume proportionnel à l'indice de l'activité, compte tenu des variations de vitesse de leur circulation) à celui des dépôts "monétaires" (proportionnel au même indice, compte tenu également des fluctuations de la vitesse de leur circulation) qui mesure l'importance relative de leur usage, n'a pas beaucoup varié durant la période envisagée. Aussi, le choix d'une année de base quelconque pour les calculs (année du plus grand usage relatif des billets de banque ou du plus grand usage relatif des dépôts) ne modifie pas beaucoup les résultats.

Au total, de 1939 à 1945, environ 370 millions ont été nouvellement thésaurisés (soit environ 50 millions par an) tandis que de 1946 à 1953 environ 130 millions ont été déthésaurisés (environ 16 millions par an).

4. — L'utilisation des revenus susceptibles d'épargne en Egypte :

En estimant l'ensemble des revenus personnels susceptibles d'épargne, en retranchant de cet ensemble l'investissement privé et la thésaurisation (positive ou négative), on obtient, compte tenu de la balance des capitaux et des revenus importés et exportés, des impôts directs payés par les revenus élevés et des importations d'or non monétaire, une estimation de la dépense "de luxe" courante. L'allure de cette estimation est-elle plausible ? confirme-t-elle les observations qualitatives relatives à la dépense de "luxe" au cours de ces 15 années ? Si oui, nous avons là une sorte de vérification des résultats de la méthode statistique utilisée pour estimer les flux de thésaurisation et de déthésaurisation.

a) Les revenus susceptibles d'épargne

Nous avons considéré comme étant susceptibles d'épargne les revenus suivants :

— Le revenu des propriétaires de plus de 20 feddans et celui tiré de l'usure à la campagne.

— Les profits de l'industrie, du commerce, de la finance et des transports privés dans le secteur capitaliste.

— La moitié du revenu tiré de la propriété urbaine.

1.— *Le revenu susceptible d'épargne d'origine agricole.*

Dans une première approximation du partage du revenu agricole nous supposons :

— que la rente est proportionnelle à la superficie possédée,

— que le revenu du capital et du travail constitue un tout qui revient au cultivateur (cela revient à supposer que la terre est cultivée par des petits propriétaires ou des petits locataires fournissant à la fois le capital et le travail).

— que le revenu tiré de l'élevage est partagé par moitié entre le propriétaire et l'utilisateur de l'animal. La propriété du bétail a été distribuée comme celle du sol. Cette hypothèse conduit à surestimer le revenu des propriétaires de plus de 50 feddans qui possèdent généralement peu de bétail, à surestimer également le revenu des propriétaires de moins de 20 feddans qui possèdent généralement moins de bétail que de terres, à sous-estimer par contre le revenu des propriétaires de 20 à 50 feddans. Nous corrigeons ensuite cette première estimation en prenant en considération l'exploitation en faire valoir direct et l'endettement rural.

Une fraction des terres étant exploitée en faire valoir direct, une fraction du revenu du capital ne revient pas aux cultivateurs mais aux entrepreneurs-capitalistes de la campagne. La différence entre le revenu global du capital et du travail estimé précédemment et attribué aux ouvriers agricoles (40% de la main-d'œuvre rurale) et le salaire global de ces ouvriers constitue le profit du capital agricole. Ce profit est transféré aux propriétaires de plus de 5 feddans et aux entrepreneurs-capitalistes de la campagne.

Le transfert occasionné par l'endettement rural a été pris en considération sur la base de diverses estimations.

Finalement, on constate que seuls les propriétaires de 20 à 50 feddans (8.480 livres par tête l'année) les fournisseurs de capitaux (dont le revenu global totalise en 1950 36 millions contre un revenu global de 134 millions

pour les propriétaires de plus de 20 feddans) sont capables d'épargne. Le revenu des paysans sans terre, ouvriers et propriétaires de moins d'un feddan, (25 livres par tête) celui des propriétaires de 1 à 5 feddans (50 livres par tête) celui des propriétaires de 5 à 20 feddans (500 livres par tête) ne permet pas d'épargne.

2.—Les profits du capitaliste urbain :

Les calculs faits pour 1950 (d'après le recensement industriel) conduisent au chiffre de 120 livres par an en moyenne comme estimation du revenu des artisans (maîtres compris), au chiffre de 80 livres pour les salaires ouvriers. Quant aux profits, il s'étalent de 900 à 2.300 livres pour les entreprises familiales, fluctuent autour de 16.000 livres pour les petites sociétés (moins de 500 ouvriers) autour de 270.000 livres pour les grandes sociétés (plus de 500 ouvriers).

Si le revenu des petits commerçants (130 livres en moyenne pour 1947) et les salaires distribués dans le secteur du commerce et de la finance (110 livres la même année) ne sont guère susceptibles d'épargne, par contre, le profit capitaliste semble ici tout aussi inégalement réparti, allant de 230 livres (établissements dont le capital varie entre 100 et 1000 livres) à 2390 livres (moyenne des établissements dont le capital dépasse 1000 livres) et à plusieurs centaines de milliers de livres (banques, compagnies d'assurance, commerce de gros du coton).

Enfin, la presque totalité des profits dans le secteur des transports privés est réalisée par quelques grandes sociétés (dont la Compagnie du Canal de Suez).

Finalement, on obtient le tableau suivant :

	Total pour les 15 années	Moyenne annuelle
	(en millions de livres aux prix courants)	
Revenu national	8170	545
Revenu susceptible d'épargne dont :	2670	177
Revenus agricoles	1500	100
Profits industriels	290	19
Profits du commerce et de la finance	500	33
Profits des transports privés	195	13
50% du revenu immobilier urbain ..	185	12

On constate que 30% environ du revenu global sont susceptibles d'épargne. Si l'on tient compte du fait que le nombre des propriétaires de plus de 20 feddans est de 34.000, que le nombre des entreprises familiales dans le secteur capitaliste ne dépasse pas 8.000 pour l'industrie et 12.000 pour le com-

merce, que la presque totalité des profits des sociétés sont partagés par 10.000 actionnaires au maximum, que 18.000 propriétaires urbains possèdent 58% des immeubles, on peut en conclure que 30% environ du revenu global sont concentrés dans les mains de 75.000 familles. Si le chiffre global de 2670 millions, total des revenus susceptibles d'épargne, contient un nombre difficile à évaluer de capitalistes ruraux, le montant de leur revenu est sans doute compensé par celui des catégories riches parmi les salariés et les professions libérales. Ce revenu n'est en effet pas entré dans notre estimation du revenu susceptible d'épargne. De même, nous avons négligé le revenu de la dette publique (80 millions environ pour la période soit 5,3 millions par an) partagé entre les Banques, Compagnies d'Assurances etc... (et à ce titre déjà comptabilisé) et le public susceptible d'épargne.

Cette grande inégalité dans la distribution provient des taux élevés de la rente foncière (35 à 50% du produit net de l'agriculture) du profit (50% du produit net - 20% du capital investi) de la grande inégalité dans la distribution de la propriété rurale (avant la réforme agraire) de la propriété industrielle, commerciale et immobilière urbaine.

b) Les utilisations du revenu susceptible d'épargne :

On passe de l'estimation du volume des revenus privés susceptibles d'épargne formés en Egypte à celle du volume disponible en Egypte pour l'investissement et la consommation de luxe :

— en lui ajoutant le volume des capitaux importés et celui des bénéfices des capitaux égyptiens investis à l'étranger.

— puis en lui retranchant le volume des capitaux égyptiens exportés et celui des bénéfices des capitaux étrangers investis en Egypte.

Les profits exportés de 1945 à 1953 totalisent 120,1 millions de livres. Ce chiffre représente environ 15% du volume global des profits réalisés en Egypte. On peut estimer les profits exportés vers la zone Sterling durant la guerre à 37 millions (l'équivalent en valeur courante de 10 millions valeur 1945). Il faut ajouter à ce chiffre celui de 12,2 millions exportés exceptionnellement en 1947 (profits des années de guerre des capitaux non britanniques).

Les profits rapportés annuellement par les capitaux égyptiens placés à l'étranger totalisent environ 4,5 millions.

Quant à la balance des mouvements des capitaux privés, elle semble s'équilibrer grossièrement.

Finalement, on passera du volume des revenus privés susceptibles d'épargne formés en Egypte au volume disponible en Egypte pour l'investissement et la consommation de luxe en retranchant au ler de ces chiffres 102 millions de livres.

Cette dernière correction faite, il faut encore retrancher du total le montant des impôts directs payés par ces revenus, soit environ 200 millions pour la période entière (2/3 du montant global des impôts directs d'après le budget annuel).

L'investissement privé:

Il peut être estimé à partir des fluctuations de la production si l'on connaît le "capital coefficient" dans les différents secteurs de la production. Ce coefficient mesure le rapport entre le capital investi et le revenu dont il permet la distribution (salaires et profits).

Pour ce qui est de l'agriculture, nous avons négligé les investissements privés (l'essentiel des dépenses investissements: irrigation, drainage etc... étant ici à la charge de l'Etat).

Dans l'industrie, le capital coefficient semble être 2,5 d'après le recensement de 1950. Dans le commerce, un taux de profit moyen de 20% (analogue au taux de profit de l'industrie) suppose un capital coefficient de 2. Il doit être égal à 3 dans les transports pour que le taux de profit y soit, déduction faite des profits exceptionnels du Canal de Suez, situé autour de 20%, également.

Il est intéressant de comparer le chiffre global de 350 millions qui est notre estimation de l'investissement privé global (180 millions pour l'industrie, 135 pour le commerce et 35 pour les transports) à celui de l'investissement public estimé à partir du budget de l'Etat. Ces investissements, dont le volume global aurait été de l'ordre de 600 millions, diminuent en valeur réelle durant la guerre pour s'accroître régulièrement à une vitesse s'accroissant depuis 1945.

A ces estimations de l'investissement privé, il faudrait ajouter ceux de certaines émissions de titres de la dette publique. Les emprunts à long terme (emprunt national de 1943, emprunts du coton et emprunt de Palestine) ont été, de 1943 à 1953, souscrits par les Compagnies d'Assurance, la Caisse d'Épargne postale, certaines banques (notamment la National Bank) et le public. Les emprunts souscrits directement par le public constituent manifestement un mode de placement du revenu susceptible d'épargne. Il en est de même de ceux souscrits par les organismes du "secteur organisé" (Compagnies d'Assurance, Organismes Publics d'épargne, Banques commerciales) qui se comporte ici en redistributeur de placements tout comme une fraction des investissements estimés précédemment n'a pas été financée directement par le public mais indirectement par l'intermédiaire de ces organismes. Seule l'émission des titres de la dette publique souscrits directement par la National Bank au titre de banque centrale peut être considérée comme inflationniste auquel cas le produit de leur placement n'enlève rien aux revenus privés.

Au total, 123 millions ont été souscrits entre 1939 et 1953 directement ou indirectement par le public.

La thésaurisation de l'or :

Cette thésaurisation, estimée à partir des statistiques de l'importation nette d'or non monétaire, totalise environ 50 millions pour la période entière.

La construction immobilière :

Elle a absorbé environ 900 millions de livres entre 1945 et 1953, estimation basée sur l'impôt immobilier urbain et sur l'hypothèse que le revenu net des immeubles (valeur locative) représente 5% de leur valeur en capital. Ce taux, faible à première vue, nous paraît vraisemblable à long terme compte tenu de l'inflation continue et des lois sur les loyers. La construction immobilière avait, comme on le sait, été arrêtée pendant la guerre.

La dépense de Consommation de Luxe :

Finalement on obtient l'estimation suivante de l'utilisation des revenus susceptibles d'épargne :

	<i>Total</i>	<i>Moyenne annuelle</i>
Revenu susceptible d'épargne	2670	177
— Transferts à l'étranger	100	7
— Impôts directs	200	12
	2370	158
Investissements	350	23
Titre de la dette publique	120	8
Or	50	3
Construction immobilière	900	60
Thésaurisation	240	16
Résidu : dépense de luxe	690	48

Les fluctuations annuelles de l'estimation de la dépense de luxe obtenues ainsi par différence paraissent vraisemblables :

1) La valeur moyenne de cette dépense annuelle représente 50 millions valeur 1950. Ce chiffre, étant donné le nombre réduit des bénéficiaires de revenus élevés (75000), paraît vraisemblable.

2) La dépense de luxe est élastique à la conjoncture (boom coréen).

3) La dépense de luxe s'est effondrée durant les années de guerre. L'exactitude du phénomène paraît hors de doute. La méthode d'estimation employée semble toutefois exagérer son ampleur. En effet, une part des sommes thésaurisées à l'étranger pendant la guerre (avoirs Sterlings de l'Egypte) a été en réalité accumulée à Londres par la National Bank se substituant aux personnes privées dans leur créance sur la Grande-Bretagne. C'est ainsi que la demande globale des individus a pu en Egypte dépasser l'offre.

4) Le trend général de la courbe est ascendant, l'augmentation de la dépense après la guerre étant plus forte que la déthésaurisation de ces années tandis que l'effondrement de la dépense pendant la guerre avait été moins important que le volume de la thésaurisation des années de guerre. Ce phénomène de l'augmentation de la dépense des classes féodales dans les années qui ont précédé la Révolution de 1952 à un rythme plus rapide que l'augmentation de leur revenu, a été, croyons-nous, vérifié par l'observation courante des choses.

Ajoutons, pour terminer, que l'hypothèse qu'une fraction de la thésaurisation ait été le fait des petits et moyens paysans (la chose est vraie pour la thésaurisation de billets de banque non pas pour celle des avoirs étrangers) ne changerait rien à l'allure générale de la courbe de la dépense de luxe, elle en accuserait les fluctuations autour d'une moyenne générale un peu plus élevée.

III. L'équilibre égyptien traditionnel

L'équilibre traditionnel des prix était le résultat du jeu combiné des 3 forces traditionnelles susceptibles d'agir sur le niveau général des prix: les flux de thésaurisation et de la déthésaurisation, les mouvements de la balance extérieure et ceux du budget de l'Etat.

Pendant les périodes de prospérité, le pays thésaurisait. En même temps et traditionnellement, les excédents budgétaires s'accumulaient. A ces forces déflationnistes s'opposait l'excédent de la balance extérieure, force inflationniste principale. Pendant les périodes de dépression, tous ces flux se retournaient.

D'une façon plus précise, la thésaurisation des périodes de prospérité se composait du volume des billets thésaurisés dans le pays d'une part, et du volume des fonds détenus à l'étranger d'autre part. Ce dernier volume correspondait très exactement à l'excédent de la balance extérieure. Les effets de ces 2 forces de sens contraire s'annulaient donc. Restaient donc la thésaurisation locale et le déficit budgétaire. Ainsi donc, en période de prospérité une certaine force déflationniste venait ralentir la hausse générale des prix et inversement pendant la dépression.

Pendant la prospérité de 1922 à 1929, la balance commerciale a été excédentaire de 3,95 millions par an en moyenne. La balance de paiements se comportait à cette époque comme celle du commerce des marchandises en accusant les mouvements. Les capitaux étrangers affluaient et les profits réexportés s'accroissaient de quantités sensiblement moindres pendant les périodes de prospérité, tandis que durant les années de dépression, les profits réexportés s'effondraient mais dans une proportion moindre que l'afflux des capitaux étrangers arrêté totalement. D'autre part l'accumulation d'excédents budgétaires avait atteint entre 1925 et 1929 5,7 millions.

Pendant la crise de 1929-32, la balance commerciale a été déficitaire en moyenne de 4,87 millions annuellement. Le déficit de la balance extérieure globale a été sans doute plus important. Le budget de l'année 1930-31 a été déficitaire de 2,6 millions.

Ces phénomènes se sont reproduits lors de la crise de 1938.

L'équilibre traditionnel faisait partie d'un système international dans lequel l'économie égyptienne avait sa place. C'est la domination de l'économie britannique qui garantissait cet équilibre. Le mécanisme de cet équilibre reposait sur les bases suivantes:

1°) Le rattachement de la livre égyptienne au Sterling.

2°) L'inexistence de barrières limitant les mouvements de marchandises entre l'Égypte et le monde capitaliste dominant.

3°) Le contrôle du système bancaire par les succursales des grandes banques étrangères accoutumées à financer leurs opérations en Egypte en tirant sur leurs sièges centraux en Europe et à réexporter l'excédent de leurs liquidités.

4°) L'attitude passive du budget de l'Etat à l'égard de la conjoncture économique.

Le déséquilibre des années de guerre (1939-45).

La thésaurisation globale de ces années a été estimée ici à 370 millions soit environ 50 millions par an.

Quant à l'excédent de la balance extérieure, il semble avoir été de l'ordre de 400 millions. En effet les avoirs accumulés à Londres étaient en 1947 de 347 millions. Le déficit extérieur total des 2 années 1946 et 47 avait été lui-même de 50 millions.

L'excédent annuel moyen de la balance extérieure a donc sans doute été de l'ordre de 57 millions par an. On pourrait s'étonner de ce chiffre étant donné que la balance commerciale avait été déficitaire durant les mêmes années de 98,7 millions (14,1 millions par an). On ne saurait oublier que du-

tant ces années le comportement de la balance des comptes n'a pas été analogue à celui de la balance commerciale. L'importance exceptionnelle des dépenses des armées étrangères (353 millions, soit 50 millions par an) explique cette situation.

Enfin le budget de l'Etat a été excédentaire de 42 millions au total soit 6 millions par an en moyenne:

Les forces déflationnistes et les forces inflationnistes s'équilibrent donc presque rigoureusement. La hausse des prix s'explique par le fait que la National Bank s'est substituée, dans une large mesure aux créanciers de l'armée anglaise dans leur créance sur Londres. Les résidents mis en possession d'un revenu qui aurait dû être thésaurisé à Londres normalement, l'ont généralement dépensé en Egypte. C'est par ce mécanisme que le déséquilibre global entre l'offre et la demande s'est manifesté. Encore une fois, il n'y a là aucune causalité monétaire dans l'inflation de guerre égyptienne.

Le déséquilibre des années d'après-guerre (1946-53).

La déthésaurisation de ces années a été estimée ici à 120 millions, soit 15 millions par an.

Pendant la même période, la balance commerciale a accusé un déficit massif de 338,4 millions soit 42 millions par an.

La balance extérieure globale a accusé un déficit de 156 millions, soit 20 millions par an, le déficit commercial et celui de profits nets payés à l'étranger (74 millions, soit 9 millions par an) ayant été atténué par les recettes brutes du Canal de Suez (180 millions, soit 22 par an) et les dépenses de l'armée anglaise (106 millions, soit 14 par an).

Enfin, pendant la même période, le déficit budgétaire global a été de 1,1 millions. Le budget a été constamment excédentaire de 1946 à 1950 (excédent de 41,2 millions soit de 8,2 par an) puis déficitaire (déficit de 38,7 millions pour 1951/52, de 10,2 pour 1952/53 et excédentaire de 6,6 pour 1953/54).

Au total les forces déflationnistes (déficit extérieur: 20 millions par an) semblent l'emporter sur les forces inflationnistes (déthésaurisation: 15 millions par an). Ajoutons que même après que l'Egypte eut quitté en 1947 la zone Sterling, le change demeurait stable malgré le déficit extérieur, le pays tirant sur les réserves Sterlings accumulées pendant la guerre et débloquées par tranches.

Néanmoins, la rigidité des prix à la baisse (rigidité relative seulement puisque entre 1945 et 1949 l'indice des prix de gros a diminué de 10%) explique que ce déséquilibre déflationniste n'ait pas entraîné une baisse plus profonde des prix.

Ajoutons qu'à l'étranger les prix étaient généralement à la hausse (notamment durant l'immédiate après-guerre puis l'inflation de Corée). La stabilité du change dans ces conditions devait entraîner la hausse des prix égyptiens à partir de celle des biens importés.

L'équilibre traditionnel, équilibre de domination :

L'équilibre traditionnel n'a rien d'un équilibre idéal. La dépendance monétaire (étalon Sterling), reflet de la dépendance économique et politique assurait certes la stabilité du change. Mais il n'assurait plus depuis 1914 la stabilité des prix.

Entre 1914 et 1920, les prix ont augmenté en Egypte de 3 fois (contre 3,07 fois en Grande-Bretagne) la baisse fut continue de 1920 à 1933 (baisse de 76% pour l'Egypte, de 66% pour la Grande-Bretagne). Pendant la 2e guerre mondiale, les prix ont triplé en Egypte (augmentation du tiers seulement en Angleterre).

L'équilibre égyptien traditionnel était un équilibre de domination au profit de l'économie britannique. La transmission directe des prix s'explique alors par le rôle dirigeant joué alors dans l'économie du pays (comme dans sa politique) par les grands propriétaires et les exportateurs de coton. La valeur de la monnaie demeurait pour ces classes sociales celle de la monnaie étrangère. Cette attitude psychologique explique comment les prix des importations déterminaient finalement le niveau général des prix, agissant bien au delà de l'importance réelle de ces importations dans la détermination des coûts de production locaux.

Par la suite, lorsque l'Egypte eut quitté la zone Sterling, les prix étrangers ont contribué à déterminer finalement nos prix parce que les mesures de planification du commerce extérieur qui s'imposaient n'ont pas été prises. L'Egypte a continué à croire aux vertus des mécanismes automatiques du marché extérieur libre. Le résultat fut que pendant les périodes de conjoncture favorable dans le monde capitaliste (guerre de Corée par exemple) les pays sous-développés accumulaient, par suite de l'excédent de leur balance, des devises qui se dépréciaient (les événements de 1951 ont empêché l'Egypte de bénéficier de cet état de choses). Et lorsque la conjoncture s'est retournée dans le monde capitaliste, le déficit de notre balance s'est brutalement accru dans des proportions entraînant la chute de notre change et la hausse consécutive des prix (1).

C'est à l'examen plus précis de cette dernière hausse que nous allons nous attacher maintenant.

(1) Voir dans notre thèse la "transmission de l'inflation" des pays dominants aux économies dominées, p. 469-471.

IV. Le déséquilibre actuel

Les faits:

De 1952 à 1957, le volume des moyens de paiement (compte tenu du retrait de la livre égyptienne du Soudan) a augmenté de 24 % les prix de gros, de 22 % l'indice du coût de la vie de 16 %.

Voilà des faits qui convaincraient du Quantitativisme: la circulation précède les prix. Simple apparence. Les causes de la hausse sont ailleurs.

La déthésaurisation:

Le revenu monétaire global aurait augmenté entre 1952 et 1954 de 16 %, c'est-à-dire 4 fois plus que le volume des moyens de paiement (augmentation de 4,2 % entre ces dates). Le phénomène dénoterait une déthésaurisation importante. à en croire les raisonnements sur lesquels nous avons fondé notre estimation statistique de la thésaurisation. Le volume déthésaurisé serait de l'ordre de 12 % du volume des moyens de paiement, c'est-à-dire d'environ 50 millions soit 25 millions par an. En tenant compte des variations de la vitesse de circulation des billets de banque et des fluctuations de l'importance relative de l'usage des dépôts bancaires comme moyen de paiement on obtient une estimation du flux annuel de déthésaurisation durant les dernières années de l'ordre de 10 millions.

Le déficit extérieur:

Il apparaît comme ayant été particulièrement grave. Le déficit annuel moyen de la balance commerciale entre 1954 et 1957 a été de 31 millions de livres.

La balance extérieure totale, excédentaire de 3 millions en 1954, a présenté un déficit de 32 millions en 1955, de 31 en 1956, de 31 également en 1957. (déficit annuel moyen: 30 millions).

Le déficit public:

Le déficit public global peut être mesuré par la somme de l'augmentation de la dette publique (obligations de la Réforme Agraire et bons du Trésor bloqués pour couverture de la monnaie exclus) et de la diminution des dépôts bancaires de l'Etat (véritable déthésaurisation de la part de l'Etat). Voici les chiffres relatifs à ce déficit:

	1954	1957
Emprunts Nationaux	78	78
Emprunts Palestine	30	30
Emprunts Coton	15	—
Emprunts Production	—	50
Bons du Trésor	38	150
Dépôts bancaires publiques	24	21

Le déficit global a donc été de 150 millions soit en moyenne de 50 millions par an.

Ce déficit considérable provient de 3 sources essentielles:

1°) Le déficit du budget ordinaire. Le déficit annuel moyen des années 1951/52 à 1954/55 a été de 12,7 millions.

2°) Le financement des projets de développement économique.

Les dépenses publiques d'investissement ont totalisé successivement en 1955, 56, 57 et 58, 54, 45, 33 et 28 millions. La presque totalité de ces dépenses relèvent des travaux publics ordinaires. On signalera toutefois aux budgets de 1955 et 1956 des investissements économiques totalisant successivement 23 et 17 millions.

Finalement, le volume des investissements relevant véritablement du développement économique (40 millions pour les années 1955 et 56) a été largement couvert par l'emprunt de la production (50 millions).

3°) Le financement de certaines dépenses publiques en budget annexe.

Les principaux parmi ces budgets (en dehors du budget annexe du développement économique analysé ci-dessus) sont celui de la Réforme Agraire et celui de l'Organisme de construction des Ecoles. Le premier de ces budgets est excédentaire (l'excédent va au budget général). Quant aux investissements globaux dans la construction d'écoles (20 millions de 1952 à 1957), ils ont été financés à concurrence de 14 millions par les organismes publics d'épargne et d'assurance: il n'y a donc pas de déficit couvert par l'émission générale d'emprunts d'Etat ayant sa source dans ces budgets.

A ces chiffres relatifs au déficit budgétaire, il faudrait ajouter ceux qui ont trait aux emprunts souscrits par certains organismes publics auprès de la Banque Centrale. Il s'agit là d'un financement inflationniste évident qui a représenté environ 8,2 millions en 1957. Les bénéficiaires de ces avances

ont été les banques spécialisées (Crédit agricole, Crédit hypothécaire et Banque Industrielle), l'Organisation de développement économique et la Société de Construction des Habitations Populaires. Remarquons que les avances de la Banque Centrale au Trésor par l'intermédiaire du Crédit Agricole ont totalisé en 1957 28 millions.

Ainsi donc le financement global à charge du Trésor s'élève à environ 35 millions par an.

Une fraction seulement de ce financement global a été couverte par des moyens inflationnistes. Le reste l'a été par le recours à l'épargne réelle.

L'augmentation du volume des bons du Trésor (déduction faite des bons dont la contrepartie a été bloquée) a été de 112 millions. Celle des bons souscrits par la Banque Centrale directement couverts par une augmentation de la circulation a été de 76 millions. Ainsi donc, 25 millions par an ont-ils été créés ex nihilo de la sorte par l'inflation. Le reste, soit 12 millions par an, a une contrepartie réelle. C'est-à-dire a été souscrit par l'épargne réelle et le marché monétaire. Par contre, les obligations d'Etat ont été pour l'essentiel souscrites par l'épargne réelle du pays: individus, compagnies d'assurance, caisses d'épargne des fonctionnaires, caisses d'épargne postales, Ministère des Wakfs, banques. Au total 35 millions ont été souscrits de la sorte, soit 12 millions par an.

Les résultats finaux:

Les forces inflationnistes l'emportent largement sur les forces déflationnistes. Du côté inflationniste, on compte 70 millions en 1957 (déthésaurisation des fonds privés: 10, déficit public couvert par l'emprunt inflationniste 50). Du côté déflationniste, on compte seulement 30 millions (déficit extérieur). Le déséquilibre inflationniste net totalise donc environ 40 millions en 1957.

On peut donc affirmer finalement que l'inflation est due aux 3 causes suivantes:

1^{re}) Le déficit extérieur. Bien que ce déficit agisse sur l'équilibre général de l'offre et de la demande comme une force déflationniste on ne saurait oublier que désormais ce déficit agit sur le change et, par là, sur les prix.

La dépréciation de fait de la livre égyptienne se situe autour de 30% sur certains marchés. L'effet de cette dépréciation sur le prix des importations et, par là, sur l'ensemble des prix, suffirait à elle seule à expliquer la hausse des prix de ces dernières années.

2^{de}) Le déficit public. Ce déficit provient de l'inélasticité des recettes publiques incapables, dans l'état actuel du système des impôts de suivre la progression nécessaire des dépenses publiques courantes. C'est là la cause

essentielle du déficit public. Quant aux investissements économiques publics, ils demeurent très modestes et ont été financés, finalement, d'une manière très classique, par l'emprunt public souscrit par l'épargne du pays. Ajoutons que, bien qu'en chiffres absolus le déficit public couvert par des moyens inflationnistes (de l'ordre de 40 millions) paraisse plus grave que le déficit extérieur (de l'ordre de 30 millions), relativement au revenu national le déficit public (5% environ) paraît moins important que ne l'est le déficit extérieur par rapport au volume de nos échanges extérieurs (de l'ordre de 18%). La hausse des prix provient donc beaucoup plus du déficit extérieur que du déficit interne.

3°) L'inflation de crédits bancaires.

L'augmentation du volume des crédits bancaires à un rythme plus rapide que celle des ressources bancaires ("déthésaurisation de crédits") a-t-elle joué un rôle aussi imposant dans la hausse des prix que ne le laisserait conclure la seule comparaison des chiffres? Il semble bien que ce phénomène doive être expliqué comme une conséquence de la hausse plus que comme une cause. Les entreprises, prévoyant la hausse des prix, cherchent à précéder le mouvement pour se placer en meilleure position. Elles accroissent leurs stocks, relèvent les prix chaque fois que la conjoncture le permet. Pour cela, elles ont besoin de crédits bancaires plus importants. Les banques commerciales auraient accepté de financer cette sorte de spéculation générale à la hausse. La hausse subséquente, dont la réalisation est accélérée elle-même par ces ouvertures de crédits, permet à son tour aux entreprises de rembourser les avances bancaires en augmentation.

Les solutions:

La hausse actuelle des prix semble pouvoir être attribuée aux bouleversements structurels de l'économie égyptienne. Le système ancien fondé sur la domination économique britannique garantissait à sa manière un certain équilibre. Ce système a été mis en pièces par les réformes structurelles des dernières années. La mise en place d'un nouveau système n'a malheureusement jamais été poursuivie avec esprit de suite. D'importantes brèches rendent le système actuel sensible à la hausse des prix. C'est pourquoi nous pensons que c'est dans ce sens qu'il faut rechercher des solutions du problème des prix en Egypte. Quelques améliorations pourraient compléter utilement l'ensemble des réformes structurelles des dernières années.

Examinons brièvement les moyens possibles d'atteindre ces objectifs:

1°) L'équilibre extérieur:

Un déséquilibre structurel ne peut pas, croyons-nous avoir montré dans la première partie de cette étude, se résorber de lui-même dans le cadre de la

liberté des transactions extérieures. Entre un pays sous-développé qui s'industrialise et l'ensemble du marché capitaliste international il existe un déséquilibre structurel fondamental. Ce marché n'a pas été construit sur l'hypothèse de notre industrialisation. Il lui est naturellement rebelle. La seule solution à notre avis c'est de planifier notre commerce extérieur tout comme nous tentons de planifier nos investissements intérieurs. En multipliant les accords à long terme nous parviendrions sans doute mieux à stabiliser nos relations extérieures. Encore faudrait-il que nos organes de planification soient capables de prévoir nos besoins extérieurs, mettons pour les 3 années à venir.

2°) Les finances publiques:

Le système de nos finances publiques est désuet. Il n'a pas été conçu pour des besoins en expansion. Il choque autant par son inefficacité que par son injustice. Or le développement économique du pays exige l'expansion des dépenses publiques ordinaires (services sociaux, instruction publique, communications, etc...) qui doivent être couvertes par l'impôt. Mais tout dans notre système fondé sur les impôts indirects (74% des ressources budgétaires) contribue à aggraver la hausse des prix. Et finalement, tous ces impôts de vie chère ne rendent presque rien. L'impôt direct représente seulement 4,4% du revenu national, la charge totale des impôts 17% environ seulement (pas davantage qu'en 1938). Malgré les efforts méritoires des percepteurs, la fraude généralisée caractérise l'impôt sur le revenu qui ne rapporte pas plus de 8,6% des impôts directs. Peut-être faudrait-il envisager plus simplement des impôts cédulaires progressifs (il en existe en Syrie) et un impôt sur les bénéfices agricoles des grands et moyens exploitants?

Une imposition plus forte découragerait-elle l'épargne privée? Rien de moins vrai si l'on frappe ces revenus traditionnels qui ne sont pas consacrés à l'investissement industriel mais à la construction immobilière.

3°) Une meilleure utilisation de l'épargne:

Beaucoup peut être fait pour tirer des ressources actuelles du pays un meilleur usage. Le système dont nous avons hérité ne se préoccupait pas de développer l'économie du pays. Une fraction considérable de l'épargne était gaspillée. Un phénomène de désépargne sur une vaste échelle, caractérisait la redistribution des fonds à long et court terme par le "secteur organisé" (Banques commerciales, banques spécialisées, Cies d'Assurance, Caisses d'épargne postales, ouvrières et gouvernementales) comme le montre le tableau suivant:

Utilisations à long et court terme des fonds du secteur organisé

Mis à la disposition de l'État	128,7
Mis à la disposition de l'activité économique	287,7
1- à court terme	217,8
2- à long terme	69,8
Pour la consommation	10,4
Pour la construction immobilière	27,2
Pour l'Industrie et le Commerce	32,2

(statistique pour l'année 1957, en millions de livres)

1.—Les fonds mis à la disposition de l'Etat totalisent les bons du Trésor, les obligations publiques et les prêts aux organes publics (municipalités, organisme de construction des écoles, etc...). A court ou à long terme dans la forme ces avances sont presque entièrement destinées à couvrir les dépenses publiques improductives.

2.—Les fonds à court terme mis à la disposition de l'activité économique comprennent les crédits des banques commerciales, ceux de la banque industrielle et du Crédit agricole.

3.—Les fonds utilisés pour la consommation totalisent les avances des Cies d'Assurance garanties par les contrats d'Assurances et les prêts hypothécaires non destinés à la construction immobilière.

4.—Les investissements fonciers et les crédits immobiliers (placements en immeubles, titres des sociétés immobilières, crédits hypothécaires pour la construction) servent tous finalement à financer directement ou indirectement la construction d'immeubles.

5.—Les usages productifs totalisent les placements en titres mobiliers et les avances consenties à l'industrie par la Banque industrielle ou les autres institutions.

Héritée du passé, cette répartition des différents usages de l'épargne et des disponibilités monétaires du pays est incompatible avec une politique d'industrialisation sur une échelle importante.

Ajoutons qu'une partie importante de l'épargne du pays est utilisée à alimenter le marché des crédits à court terme. On sait que le système bancaire dans son ensemble répugne en Egypte à l'investissement à long terme. Pourtant, 25 % environ des dépôts bancaires sont de véritables dépôts d'épargne (environ 70 millions) qui, faute d'un marché financier suffisant, s'accumulent dans les banques. Cette utilisation de ressources à long terme pour des opérations à court terme est un véritable gaspillage de moyens financiers.

En outre, cette attitude a libéré les banques commerciales de la dépendance nécessaire à l'égard de la Banque Centrale, rendant le contrôle de celle-ci formel et inefficace.

Cette politique devrait assurément être révisée. Des ressources importantes peuvent être récupérées de ce côté pour financer l'industrialisation. En même temps, en soulageant la pression exercée par l'emploi de crédits à des fins non productives sur la demande de biens de consommation, cette réforme allégerait les pressions inflationnistes actuelles. Cette réforme est maintenant possible que l'Organisme de développement économique contrôle 39% des fonds rassemblés par le "secteur organisé", 45% des fonds utilisés à court terme par l'activité économique, 55% des fonds utilisés à long terme par l'activité économique, maintenant que le secteur public dans son ensemble en contrôle respectivement 67%, 53%, et 72%.

THE STATUS OF MARKETING IN UNDER-DEVELOPED COUNTRIES⁽¹⁾

By

A. A. EL-SHERBINI, Ph.D.

*Lecturer, Department of Business Administration, Faculty of Commerce,
Alexandria University (2).*

The experiences of many under-developed countries have frequently revealed the strategic role of marketing in the process of economic development. Nevertheless, there is an apparent lack of emphasis regarding the role of marketing. This is manifested in both the growing body of literature on economic development on the one hand, and in the curriculums of universities in under-developed countries on the other hand.

It is the objective of this paper to explain the lack of emphasis on the role of marketing, to describe the status of marketing education, the need for further development, and the prospects for future development.

REASONS FOR LACK OF EMPHASIS

In the growing body of literature on economic development, there is an obvious gap concerning the role of marketing. This is evidently not due to the insignificance of the marketing factor. Indeed, an important United Nations' publication explicitly states that "... market inadequacy... is probably the principal immediate deterrent to the expansion of local manufacturing" (3).

Several hypotheses may explain the limited literature on the role of marketing. These are discussed below.

(1) The author presented this paper at the American Marketing Association Conference (June 24-26, 1958) held at Harvard University, Boston, Massachusetts, U.S.A.

(2) The author is at present seconded to the Faculty of Economics and Social Studies, Khartoum University, Khartoum, Sudan.

(3) *Processes and Problems of Industrialization in Under-Developed Countries*, United Nations, Department of Economics and Social Affairs. (New York: 1955), p. 11.

Stage of Development

The relative importance of marketing activities is said to be a direct function of the stage of economic development attained by any particular country. Economists usually distinguish between three main categories of production: *primary* production which includes agricultural production; *secondary* production which covers manufacturing and mining; and *tertiary* production which comprises the balance consisting mainly of marketing activities.

Colin Clark and A.G.B. Fisher have considered at some length the changes in the magnitude of primary, secondary, and tertiary production accompanying economic progress⁽¹⁾. Their thesis is that, as a country advances from one stage of development to another, there would be a progressive shift from primary to secondary, and subsequently to tertiary employment.

This thesis has been examined in detail by Bauer and Yamey⁽²⁾. Their findings in West Africa do not support the generalization set forth by Clark and Fisher. They conclude that statistics of occupational distribution are misleading as a portrayal of the distribution of labor between different economic activities. Thus, official reporting of the percentage of those engaged in marketing in an underdeveloped economy may be considerably underestimated because of the lack of specialization and the fluidity of labor. A farmer, for instance, is listed under primary production; at the same time he may undertake extensive marketing activities. Disparities in the degree of specialization impose a serious limitation on occupational statistics insofar as international comparisons are concerned.

The keen observer may find much qualitative evidence of the quantitative significance of marketing activities in under-developed economies. In Egypt, for instance, a visitor is given the impression that everyone is engaged in selling. Peddlers spreading their merchandise on the sidewalks or on portable stands are found in front of most stores in the central shopping districts. Neighborhood shopping markets are also congested with many small shops and portable display stands⁽³⁾.

The Clark-Fisher hypothesis, therefore, provides only a partial explanation as to the lack of concern for marketing problems of pre-industrialized areas.

(1) Colin Clark, *The Conditions of Economic Progress* (2nd ed.; London, 1951); and A.G.B. Fisher, *Economic Progress and Social Security* (London, 1945).

(2) P.T. Bauer and B.S. Yamey, "Economic Progress and Occupational Distribution," *Economic Journal* (Dec., 1951), pp. 741-756 and "Further Notes on Economic Progress and Occupational Distribution," *Economic Journal* (March, 1954), pp. 98, 106.

(3) A.A. El Sherbini and A.P. Sherif, "Marketing Problems in an Under-developed Country — Egypt," *L'Egypte Contemporaine*, No. 385 (September 1956) pp. 5-86.

Theoretical Lag

In attempting to describe and gauge the marketing system of an under-developed economy, the marketing student readily realizes that such a task is almost impossible without an adequate body of theories to draw upon. But the theory of marketing is still in its infancy.

The economist has been more fortunate, however. With his neo-classical or Keynesian kit of tools, he has been in a much better position to ascertain the workings of an under-developed economy. For instance, the concepts of the "multiplier" and the "accelerator" were known long before economists embarked on their studies of the process of economic development.

Moreover, the approach of marketing students has been of limited help in the study of economic development because of its concentration on the marketing problems of the individual firm. It is essentially a *micro* approach. An example of the application of this approach is a study of the marketing efficiency in Puerto Rico (1).

The micro approach, however, needs to be supplemented by a *macro*-analysis of marketing behavior, that is, an analysis of the place of marketing in the economy at large. This is most important for planning and programming purposes. Central planning authorities conventionally recognize the existence of three basic sectors: agriculture, industry, and marketing. A macro approach is very useful for the study of the interrelationships between these sectors, as well as for gauging the overall performance of each sector.

Problems of Quantification

In most under-developed countries there is no such thing as a Census of Distribution or Census of Business. The production of services, in contrast to material goods, does not lend itself easily to quantification or measurement. The element of conjecture is also far greater in assessing the magnitude of marketing services for under-developed than for advanced economies.

The multiplicity of small operators, the lack of specialization, and the peculiarities of the social structure combine to make the task of measurement a very tedious one. Consequently, the marketing student is faced with a situation where there are almost no secondary statistics. Other methods for the collection of necessary data should then be resorted to; but considerable effort is often required to conduct even a modest survey. So, the weaknesses

(1) J.K. Galbraith and R.H. Holton, *Marketing Efficiency in Puerto Rico* (Cambridge: Harvard University Press 1955).

of the survey methods in an under-developed economy must be carefully weighed against the possibilities of other methods such as experimentation and observation.

The Human Factor

The marketing student needs more than his ordinary tools of research to ascertain the real workings of the marketing system of an under-developed economy. Indeed, he would need and can make use of tools of sociology and anthropology.

Thus, understanding the social and cultural background of an under-developed economy is a prerequisite to any attempt at gauging the performance of its marketing system. For instance, the existence of the "extended-family" system in the rural economy of Egypt is probably responsible for the small proportion of the total supply of milk, cheese, etc., which moves through ordinary channels.

Administrative Bias

Economic development agencies are frequently production minded. Economic resources are directed into those channels that result in an increase in the production of material goods. The reason is that the supply of material goods is normally equated with a higher standard of living. It follows that responsible administrators in under-developed economies are usually not very enthusiastic about encouraging or sponsoring studies of the marketing sector of the economy.

Furthermore, in an under-developed economy the marketing system is often strikingly overmanned. But labor is not a scarce factor of production. It is tragically plentiful in relation to the full-time employment opportunities that are available. Thus, the alternative opportunity for labor engaged in marketing may be unemployment, or employment at a lower real return than in marketing. In one sense, the marketing system becomes a form of *unemployment relief*. Therefore, the economic development agencies in under-developed countries are sometimes overtly conscious regarding the unemployment problems that may emerge, if a policy of marketing reform is effected.

Technological Bias

Engineers usually occupy strategically prominent positions in planning boards and as top executives in under-developed countries. As a result, production problems have been given primary consideration, with little attention devoted to improving marketing efficiency.

Moreover, the engineer in an under-developed economy usually exhibits a technological bias. Modern machines characterized by a high capital-intensity ratio are frequently adopted with little regard to the soundness of such a policy. A waste in capital, the scarcest productive agent in under-developed economies, is one of the results of this bias. The waste is often magnified in view of the backward stage of the techniques of industrial management prevailing in these economies.

Another serious result of this technological bias is the lag of marketing in relation to the rapid development of manufacturing. This often leads to structural disequilibria likely to retard economic development.

THE STATUS OF MARKETING EDUCATION

University Curriculums

The teaching of marketing differs widely from one country to another in Africa and the Middle East. The author is reasonably acquainted with university curriculums in Egypt, the Sudan, Libya, Iraq, and Lebanon.

In all of these countries, with the exception of Egypt (now parts of the United Arab Republic), there is no such thing as a formal course in marketing. However, marketing is sometimes embodied in other courses. For instance, in the Sudan the Faculty of Economics and Social Studies offers a course in Economic Organization which involves, among other things, a one-quarter teaching of marketing. The approach used in this respect is basically institutional, dealing with such subjects as retail and wholesale institutions, co-operatives, organized markets, and the like.

In Egypt the position is different. The College of Commerce is the conventional institution in which marketing is taught. Such a college usually comprises four major departments: Business Administration, Accounting, Statistics, and Economics. The Business Administration department is usually functionally organized along three basic lines: Production, Marketing, and Finance. But these do *not* stand as separate departments. Thus, there is no such thing as a Marketing Department. The professional school of business is also non-existent in Egypt and the other countries mentioned above.

A typical marketing curriculum in Egypt comprises a general course in Marketing, a course in Sales Management or Marketing Policies, a course in Advertising, a course in Forecasting and Marketing Research. These are usually one-semester courses, and they lack integration and balance, especially with reference to other subjects. For example, students often take their

Forecasting or Marketing Research course before having acquired adequate statistical background.

Need for Further Development

A common weakness in present marketing curriculums in Egypt is that they are alien to the Egyptian environment. For instance, students are often given considerable details about chain-store and mail-order house operations, whereas such institutions do not exist in Egypt. Heavy reliance of marketing teachers upon American marketing texts has brought about this situation. There is, therefore, a great need for material and text books that spring from the local environment.

The case-study approach, which has proved to be very useful in the United States, is slightly used in Egypt. This is due basically to the lack of cooperation on the part of businessmen and industrialists. This is a common phenomenon in most of the countries in the Middle East. Business men also do not seem to be appreciative of the value of research and formal education in marketing and management. All this calls for considerable effort in bridging the gap between the university and the business world.

Another difficulty in the teaching of marketing in the above countries is the limited use of the institutional approach. This approach has proved to be of great help in the United States; but the institutional approach is best suited to situations where the marketing institutions have exhibited considerable change over the years. This is not the case in the under-developed countries in the Middle East. Perhaps little or no change has taken place concerning the character and operations of marketing institutions. This difficulty throws most of the burden on the functional and commodity approaches to the teaching of marketing.

Prospects for Future Development.

The need for well-trained marketing men will undoubtedly grow as the above-mentioned countries become increasingly developed. The forces of the market will eventually call for the initiation or revision of existing marketing curriculums in order to conform to the needs of the business environment.

But we must always remember that the division of labor is limited by the size of the market. The limited size of the domestic market probably requires a well-rounded grasp of such diversified fields as Marketing, Finance, Production, Statistics, Accounting, Economics, and the like. The domestic

market is probably too small to afford the services of hundreds of advertising specialists or marketing research experts.

As such, the expansion of marketing curriculums must go hand in hand with the growth in market size. This is a technical limitation on the prospects of a rapid development in marketing education in under-developed countries.



كتب حديثة

يولييه - سبتمبر سنة ١٩٥٨

OUVRAGES REÇUS

Troisième Trimestre 1958

Economie اقتصاد

- FENNIE D.H. — Desert enterprise, the Middle East Oil Industry in its local Environment, pp. X, 224, Harvard University Press, Cambridge, Mass., U.S.A., 1958.
- INTERNATIONAL MONETARY FUND. — International Research & Liquidity, pp. 104, International Monetary Fund, Washington, 1958.
- دكتور فؤاد شريف : اقتصاديات المناطق العامة
ص ٢٦٠ . دار المعارف . القاهرة . سنة ١٩٥٧
- OGIN M. — The OEEC and the Common Market, pp. 32, OEEC, Paris, 1958.
- SAYERS R. S. — Central Banking in underdeveloped Countries, pp. 24, National Bank of Egypt, Cairo, 1956.

Droit قانون

- Journal du Commerce et de la Marine. — ed. Lois sur les sociétés anonymes, sociétés en commandite par actions, et sociétés à responsabilité limitée, pp. 65, Journal du Commerce et de la Marine, Alexandria, 1958.
- دكتور سليمان محمد الطماوي : الأسس العامة للمقود الإدارية دراسة مقارنة ص ٨-٨ دار الفكر الحديث . القاهرة . سنة ١٩٥٨
- محمد حامد الجمل : المؤلف العام فقها ونصا ص ١ . دار الفكر الحديث . القاهرة سنة ١٩٥٨

Questions Sociales مسائل اجتماعية

- G. A. MEGAS. — Greek Calendar Customs, pp. 159, Press & Information Dept., Athens, 1958.
- Philosophical Society of Sudan Ed. — The population of Sudan, Report on the 6th Annual Conference, pp. 97, III, maps, University of Khartoum, Khartoum, 1958.
- دكتور احمد الخشاب وكرم حبيب يرسوم : علم السكان والتخطيط الاجتماعي . ص ٩١٢ . مكتبة القاهرة الجديدة . القاهرة . سنة ١٩٥٧
- K. J. KNOTEL — 21 Facts about the Sudanese, pp. 60, III, maps, Republic of Sudan, Khartoum, 1957.

Divers متنوعة

- لجنة التخطيط القومي : اللجنة المركزية للأحصاء ١٩٥٨/١٩٥٧ . ص ١٨٥ . دار الفكر اليوم . القاهرة . سنة ١٩٥٨
- دكتور خيرت صيف : محاسبة البنوك المقارنة والصناعية وبعض خصائص بشوك الائتمان طوئل الاجل . ص ٨٠ . مستخرج من مجلة التشريع المالي والفرائض . القاهرة . سنة ١٩٥٨

Institute for the Study of the USSR, Munich. — Genocide in the USSR, pp. 280, Institute for the Study of the USSR, Munich, 1958.

W. LESLAW. — The Verb in Harari — South Ethiopia, pp. 86, University of California Press, Los Angeles, 1958.

W. LESLAW. — Ethiopia and South Arabic Contributions to the Hebrew Lexicon, pp. 76, University of California Press, Los Angeles, 1955.

N. MÖSCHPOPOULOS. — La Terra Santa, pp. 436, Author, Athènes, 1958.

Philosophical Society of the Sudan. — 5th Annual Conference on Transport and Communication in the Sudan, pp. 58, Sudan Survey Dept., Khartoum, 1957.

SAYED ABDEL NASSER-BAHA EL DIN CHOUREI. — Sinai Prospecting Expedition — Prospecting & Exploration in South Sinai, 1953-1954, pp. 36, 38, maps, Ministry of Commerce, Cairo.

RELEVÉ DES PRINCIPAUX ARTICLES PARUS DANS LES REVUES ÉGYPTIENNES ET ÉTRANGÈRES

3ème Trimestre 1958

REVUES ÉGYPTIENNES

المجلة المصرية التجارية والصناعية

السنة الحادية عشرة - عدد ٩٤ - ٩٥ - الاسكندرية - يونيو - يوليو سنة ١٩٥٨

احكام القضاء

LA GAZETTE FISCALE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

10ème année — Nos. 94-95 — Alexandrie — Juin-Juillet 1958

Législation.

Documents : Traités. —

Coopération économique et technique
Egypte-U.R.S.S.

Accord maritime Egypte-Allemagne
Orientale

Accord de Commerce Egypte-Vietnam

Accord de paiement Egypte-Vietnam

Accord de Commerce Egypte-Coree
du Nord

Accord de paiement Egypte-Coree
du Nord

Accord de commerce Egypte-Mongo-
lie

Accord de paiement Egypte-Mongo-
lie

Accord de paiement et de commerce.

Protocole Egypte-Chine Populaire

Accord culturel Egypte-Bulgarie

Accord culturel Egypte-Tchécoslova-
quie

Accord de paiement Egypte-Hongrie.
Modifications

Accord culturel Egypte-Pologne.

Jurisprudence (en arabe)

السنة الحادية عشرة - العدد ٩٦ - الاسكندرية - أغسطس سنة ١٩٥٨

النظام القانوني والمصري للشركات

10ème Année — No. 96 — Alexandrie — Août 1958

Le Régime Juridique et Fiscal des Sociétés.

السنة الحادية عشرة - عدد ٩٧ - الاسكندرية - سبتمبر ١٩٥٨

احكام القضاء

11ème année — No. 97 — Alexandrie — Septembre 1958

Jurisprudence

Législation.

Nationalité R.A.U.

Reduits Loyers.

Accord Culturel avec la Grèce.

المجلة القريبية التجارية والصناعية

السنة الحادية عشرة - العددان ٩٨ ، ٩٩ - الاسكندرية - اكتوبر - نوفمبر ١٩٥٨

احكام قضائية خاصة بالمستخدمين والعمال

LA GAZETTE FISCALE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

11ème année — Nos. 98-99 — Alexandrie — Octobre-Novembre 1958

Législation

Chroniques (investissement capital
étranger)

Documents :

Accords Yougoslavie
Compagnie Financière Suez
France (Séquestre)

مجلة غرفة الاسكندرية

السنة ٢٢ - العددان ٢٦٢ ، ٢٦٣ - الاسكندرية - يوليو وأغسطس ١٩٥٨

في ميدان الصناعة : قانون التنظيم الصناعي
للاستاذ زكي بدوي

- نهضتنا البحرية ودور مدينة الاسكندرية

للدكتور محمد صبرى شميل

- شئون قانونية تجارية - الأوراق التجارية

للاستاذ محمد محيى الدين القسرى

- مراكز التدريب المهني والزها في مستقبلنا
الاقتصادي للاستاذ «ج.ح»

- النشاط الداخلى لغرفة

- تشوّن الضرائب - تعديل قانون الضرائب

- تعليمات تفسيرية بشأن أساس ضريبة

الهنر البحرية وبيانات اخرى

- البناء وقوانين وفقرات

- الاسواق المالية والتجارية في شهرى يوليو

ويوليو سنة ١٩٥٨

- النفط المصري - النفط الامريكى - البصرة

- الحبوب - الأوراق المالية

- التعرف التجاري

كلمة الشهر : سنة سابعة من الثورة -
الاسكندرية لحنفل بالعيد بافتتاح مناعتين

ومعروض كبير

خطاب الرئيس جمال عبد الناصر في عيد الثورة

السادس - نداء الى السلام - الى العمل

والانتاج

الرئيس جمال عبد الناصر يفتتح مصانع الحديد

والصلب

- احتفال الاسكندرية بعيد الثورة السادس

- ميراثية الدولة لسنة ١٩٥٨ - ١٩٥٩

- الاقتصاد الاسكندري خلال يناير سنة

١٩٥٧ للاستاذ محمود البليدى

التجارة الخارجية : توصيات لتنمية العلاقات

التجارية مع تركيا

- الفان لجارى مع رومانيا - تعليمات من

الادارة العامة للاستيراد الى المستورد بسن

بشأن قواعد الاسيراد بدون تحويل عملة

والاسنالك المحظور استيرادها

BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE EGYPTIENNE D'ALEXANDRIE

22ème année — Nos. 262-263 — Alexandrie — Juillet-Août 1958

Alexandrie célèbre le sixième anniversaire
de la Révolution par l'inauguration
de deux industries et par une
grande exposition.

L'accord d'indemnisation des actionnaires
du Canal de Suez.

Loi No. 63 du 1958

Les activités de l'Organisme Economique

Maritime Agreement between the Gov-
ernment of the German Democratic
Republic and the Government of the
United Arab Republic to regularize
certain matters pertaining to ship-
ping interests of both countries.

مجلة الغرفة التجارية المصرية بالإسكندرية

السنة الثانية والعشرون - العدد ٢٦٤ - الإسكندرية - سبتمبر سنة ١٩٥٨

- كلمة الشهر : الاتفاق مع فرنسا - تعديلات قانون شركات المساهمة
- السياسة القطنية للموسم الجديد ووقتها في السوق القطنية
- الاتفاق الاقتصادي بين الإقليم المصري وفرنسا
- شئون الاستيراد
- على هامش المؤتمر الآسيوي الإفريقي
- الوحدة العربية من الناحية الاقتصادية للأستاذ سيد أبو الذهب
- المدرجات القطنية مؤهل فني وليست دليل كفاءة ذاتية للأستاذ أ. ج.
- شئون مالية - الأوراق التجارية كأداة نقل النقود وأداة ائتمان
- الكتاب في مصر لزراعة وتجارة وصناعة
- المراكز القانونية للغرف التجارية للأستاذ نبيل سمحان الروبي
- احتفال الغرفة بتلقي طلبها المرحوم محمد أمين شبيب
- النشاط الداخلي للغرفة
- أبناء وقوانين وقرارات - تعديلات خاصة في قانون شركات المساهمة شريعة أساسية على ما يتقاضيها أعضاء مجالس الشركات
- تعديل في قانون الضرائب - ميزانية الإقليم السوري وآثاره وقرارات متنوعة
- تنظيم مهنة الباعة المتجولين
- الأسواق التجارية والآلية في شمسهر أغسطس سنة ١٩٥٨
- القطن المصري - القطن الأمريكي - البصرة - الحبوب - الأوراق المالية
- متوسط أسعار السلع الهامة في أغسطس سنة ١٩٥٨
- شروط شراء الحكومة لأطنان موسمي ١٩٥٧ - ١٩٥٨
- التعارف التجاري

22ème année — No. 264 — Alexandrie — Septembre 1958

Propos mensuels : l'accord avec la France. Les modifications de la Loi sur les Sociétés Anonymes.

Accord Commercial de coopération économique entre la République Fédérative de Yougoslavie et la République d'Egypte.

L'accord de paiement.

Importantes modifications de la loi No. 26 de 1954 sur les Sociétés Anonymes.

Nouveau régime des importations en Syrie.

Nationalité de la R.A.U. Réglementation. Loi No. 82 de 1958.

مجلة غرفة الاسكندرية التجارية

السنة الثانية والعشرون - العدد ٢٦٥ - الاسكندرية - اكتوبر سنة ١٩٥٨

- كلمة الشهر : أبناء القطن
- حركة القطن في الموسم الماضي
- شئون الشركات : إدارة الشركات المساهمة واحكام قانون الشركات الجديدة بشأنها للدكتور زكي يعقوب
- تجارة مصر الخارجية في النصف الأول من سنة ١٩٥٨
- في العالم الاقتصادي الخارجي : تلات قطب لتعزير صندوق النقد الدولي والباء متنوعة
- القمح وقرص مصر الأستاذ حسين سيد الطوفيق الخط
- النشاط الداخلي للغرفة : رأي الغرفة في تعديل بعض القوانين والقرارات - أسهام الغرفة في نفقات مؤتمر الغرف وفي البرنامج الصحي للمدينة - سوق العبيات والمعارض - قانون حقوق الإيجارات لا ينطبق على سوق الجملة - شكر إلى الغرفة
- المرحوم فيكتور باسيلي
- أبناء وقوانين وقرارات
- قانون الإصلاح الزراعي في الإقليم الشمالي - تعديل قانون الإصلاح الزراعي بالإقليم المصري

- القطن المصري - القطن الأمريكي -
البصرة - الحبوب - الأوراق المالية -
متوسط أسعار السلع الثمينة في شهر
سبتمبر سنة ١٩٥٨ -
- التعارف التجاري -

- الاسلحة الزراري في الاقليم المتوسطي
للإسكندرية -
شؤون المراكبية : الاسلحة التونسية المودلة
لحقت الحراسة
الاسواق التجارية والمالية في شهر سبتمبر
سنة ١٩٥٨

22ème année — No. 265 — Alexandrie — Octobre 1958

En l'honneur du coton égyptien.
L'accord R.A.U.-France
Commerce extérieur
Instruction au sujet de l'exécution de
la Loi sur les Sociétés Anonymes.

Levée de la séquestration sur les biens
français.
Facilitation des échanges commerciaux
entre les deux provinces.

مجلة غرفة الاسكندرية

السنة الثانية والعشرون - العدد ٢٦٦ - الاسكندرية - نوفمبر سنة ١٩٥٨

شكوى اصحاب الطاحن
- الجمعية التعاونية للبترول
- صناعة الاحذية في مصر وتطورها في العهد
الآخر
- صناعة سفرات الحلاقة المحلية
- حول تجارة البين
- شؤون القربان - الفورية الانسانية بين
مجموع ما يتقاضاه اعضاء مجالس ادارة
الشركات السابعة
- ابناء ولواتين وفرارات مختلفة - بنساء
السيد العالي - لمرس الانواع الجديد ١٥
مليون جنيه - زيادة التبادل التجاري
بين الاقليمين - ٤ قرارات لمؤينة مختلفة
- التنظيم الوزاري الجديد للجمهورية
العربية المتحدة
- الاسواق التجارية والمالية في شهر أكتوبر
سنة ١٩٥٨
- القطن المصري - القطن الأمريكي -
البصرة - الحبوب - الأوراق المالية -
- التعارف التجاري -

كلية الشهور : السيد العالي يفتح السيل الى
كهرية الاقليم المصري والصربيين
- شؤون القطن - حسن عباس زكي يوسع
الوقف القطني - نشاط حركة التصدير
وارتباطات التصدير - كفاية سعر مجز
للمنتج وحماية مصالحه
- التوسع الرأس في الانتاج الزراعي -
تجارب كلية الزراعة بجامعة الاسكندرية
تؤدي الى مضاعفة لفة القطن من القطن
- انتاج كسيف اساء رطب القطن -
اهمية نشر نماذج التربة وبيعها لكل من
يطلبها - التوسع في نشر البيوتات
والاصناف امر ضروري لتكوين سعر
سليم
- النجاح في الاموال للاسكندرية محمد كامل
يروي
- الاقتصاد الزراعي - توافره ومقتضياته
للإسكندرية -
- النشاط الداخلي للفرقة - الواسع
التجاري الياباني في الاسكندرية - معالجة

22ème année — No. 266 — Alexandrie — Novembre 1958

Propos mensuels : Le Haut Barrage ouvre la voie à l'électrification de la Province Egyptienne et l'électrification des Egyptiens.
Les accords entre l'Egypte et la Républi-

que Fédérale d'Allemagne.
Régimentation des Paiements entre les provinces d'Egypte et de Syrie.
Lois, Décisions et Arrêts : Emprunt de Production. Loi No. 176 de 1958.

مجلة الغرفة التجارية المصرية بالإسكندرية

السنة الثانية والعشرون - العدد ٢٦٧ - الإسكندرية - ديسمبر سنة ١٩٥٨

تسوية مصانع القزل - مشروعات الغرفة
بشأن قوانين المحال العامة والمصانع
والتاجر

- شئون الضرائب - تعليمات للجمعية عامة
القانون رقم ١٠٢ لسنة ١٩٥٨ وتعليمات
أخرى بشأن رسم الضريبة

- أنباء وقوانين وقرارات مختلفة - اتفاقات
التجارة والدفع مع العراق والمملكة
العربية - تجديد الفئات الصناعية
الخاضعة لقانون تنظيم الصناعة

- الأسواق التجارية والقالية في شهر نوفمبر
سنة ١٩٥٨

- القطن المصري - القطن الأمريكي -
اليدرة - الحبوب - الأوراق القالية

- متوسط أسعار السلع الهامة في شهر
نوفمبر سنة ١٩٥٨

- التعارف التجاري

كلمة الشهر : مؤتمرات الصناعيين وسوق
للإنتاج

الرئيس جمال عبد الناصر يوسط أسس المجتمع
الاشتراكي التعاوني الجديد

- القومية العربية وانعاشها في تجارة مصر
الخارجية منذ العدوان الثاني على مصر
للاستاذ محمود الجبلي

- محطة الركاب البحرية ببناء الإسكندرية
في طريق التنفيذ

- نتائج المؤتمر السنوي الخامس لجمعية
إدارة الأعمال والعلاقات الصناعية

- حول تعديلات قانون الشركات الخاصة
للاستاذ محسن الدين المصري

- مشروع السد العالي وآثاره في تطويع
نهضتنا الثقافية للاستاذ أحمد

- النشاط الداخلي للغرفة - الغرفة في
مؤتمر القاهرة وسوق الإنتاج - البيئة

الاقتصادية الرئيسية في شياخة الغرفة -

22ème année — No. 267 — Alexandrie — Décembre 1958

Propos mensuels : Deux congrès économiques et une Foire. Le 5ème Congrès des Chambres Arabes de Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture. La deuxième session du Congrès Economique Afro-Asiatique. La deuxième Foire de la Production Indus-

trielle et Agricole au Caire.

Trade and Payment Arrangement between Japan and United Arab Republic (Egyptian Region).

Le Commerce extérieur du Soudan au cours du 1er trimestre de 1958.

مصر الصناعية

السنة الرابعة والثلاثون - العدد ٥ - القاهرة - مايو سنة ١٩٥٨

بين صاحب العمل والعمال : أجور عمال
الفنادق والمحال العامة - مقابل الخدمة
- ملابس العمال - علاج العمال

إحصاءات الصناعة المصرية :

١ - صناعة لؤلؤ ونسج الصوف في سنة
١٩٥٧

٢ - صناعة الدخان والسجائر

- التعميم التشريعي التي تهم الصناعة
الصغيرة في شهر أبريل سنة ١٩٥٨

- تنفيذ القانون الصادر بتنظيم الصناعة
وتشجيعها في الإنشيم المصري

- صناعة الزجاج في إقليم مصر

- صناعة الجبس

- التبادل التجاري بين الإنشيم المصري
والجمهورية الاتحادية الألمانية في سنة
١٩٥٧

- مؤتمر البترول العربي الأول

مسائل العمل : أعضاء هيئات التحكم : العلاقة

34ème année — No. 5 — Le Caire — Mai 1958

L'Exécution de la loi sur l'organisation Industrielle.

L'Industrie du verre dans la Province d'Egypte.

L'Industrie du gypse.

Les échanges entre l'Egypte et la République Fédérale d'Allemagne en 1957.

First Arab Petroleum Congress.

Documentation technique.

Questions du travail.

Statistique de l'Industrie : La filature et le tissage de la laine : Production

des filés — Production et stock des tissus de laine — Les importations de laine brute, de filés et tissus de laine

— Production et stock des couvertures.

res. — L'Industrie des tabacs et cigarettes.

— Production. Retenits des tabacs des différentes branches des douanes répartie par qualité.

— Exportations des tabacs et cigarettes manufacturés.

Actes législatifs intéressant l'Industrie du 1er au 30 Avril 1958.

العدد الخامس — القاهرة — يونيو سنة ١٩٥٨

— مسائل العمل : قرارات هيئات التحكيم :
البح السوية للعامل

احصائيات الصناعات المصرية :

١ - انتاج القوة الكهربائية في سنة ١٩٥٧

٢ - حركة البناء في سنة ١٩٥٧

٣ - صناعة الجلود في سنة ١٩٥٧

— النصوص التشريعية التي تهم الصناعة

الصادرة في شهر مايو سنة ١٩٥٨

— احصاء الصناعات المصرية بمناسبة اعادة
تكوينه

— صناعة التعدين في عام

— صناعة السكر

— صناعة القطن في سنة ١٩٥٧

— صناعة الفحم الحيواني في سنة ١٩٥٧

— مؤتمرات واسواق الجمهورية العربية

المتحدة

34ème année — No. 6 — Le Caire — Juin 1958

The Mining, quarrying and petroleum industries in 1957.

L'Industrie du vinaigre en 1957.

L'Industrie du noir animal en 1957.

Documentation technique.

Congrès, Foires et Expositions.

Questions du travail : Sentences des Organismes d'Arbitrage : Certifications annuelles des travailleurs.

Statistiques de l'Industrie : Le mouvement mensuel du Bâtiment en 1957.

— Le mouvement du bâtiment réparé par Gouvernrat et Moudirich.

— Production de l'énergie électrique en 1957.

— L'enseignement technique préparatoire et secondaire en 1957/1958.

— Nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur.

Actes législatifs intéressant l'Industrie du 1er au 31 Mai 1958 (voir aussi la loi No. 46 de 1958 sur l'organisation du travail dans les mines et carrières).

النشرة الاقتصادية

للبانك الاهل المصري

العدد الثاني من المجلد الحادي عشر — القاهرة سنة ١٩٥٨

— استرداد رؤوس الأموال ومراقبة الانتاج

— التقرير الاول للجنة العملة السودانية

ملاحظات وتعليقات

— التعداد الثاني مالى في طريقه

— الدواوينشارك في عيد العاشر

السياسة الاقتصادية خلال الربع الثاني ١٩٥٨

- حركة النقد والائتمان
- النقد الأجنبي
- الذهب
- الأوراق المالية
- الفطرس
- التجارة الخارجية يناير/أبريل ١٩٥٨
- الزراعة
- العلاقات التجارية والذئع
- حركة المرور في قناة السويس
- التهربات الجديدة
- تنظيم وتشجيع الصناعة
- تهربات أخرى
- المثلل التعاون الاقتصادي والغنى مع
- الاتحاد السوفييتي
- الحساب الختامي لسنة ١٩٥٦/١٩٥٧
- تعويض حاملي أسهم وحصى تأسيس
- شركة قناة السويس القزمنة

القسم الإحصائي

الأحوال الاقتصادية في مصر عام ١٩٥٧

- الزراعة
- القطن
- الصناعة
- النشاط المرفق
- وسائل الدفع
- البنك الأعلى المصري
- البنوك التجارية
- بنك مصر
- البنك الصناعي
- البنك العقاري المصري
- بنك التسليل الزراعي والتعاوني
- التجارة الخارجية
- تقديرات ميزان المدفوعات
- رؤوس الأموال الجديدة
- الذهب
- السياحة
- أهم الحوادث الاقتصادية خلال العام

BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE SUISSE
EN EGYPTÉ

No. 48 — Le Caire — Octobre 1958

Chronique de la Chambre

SUISSE-EGYPTE :

La Suisse, premier client de l'Egypte en 1947.

Les échanges commerciaux égypto-suisse durant le semestre de 1958.

EGYPTE :

Rapport sur le développement de la situation cotonnière du 1/7/58 au 30/9/1958.

Le Commerce extérieur de l'Egypte.

Aperçu sur l'industrie égyptienne en 1957.

Nombres indices des prix de gros et du coût de la vie.

Recettes douanières et droits d'accises.

SUISSE :

Aperçu sur la situation économique de la Suisse.

Les bourses suisses à fin août 1958.

Le développement de l'industrie suisse des machines et son importance économique.

Nouvelles économiques et diverses.

Communiqué de la Banque Nationale Suisse.

Statistiques économiques suisses.

Cote des changes et billets de banque.

Calendrier des foires et expositions.

Mise en relations.

ECONOMIC BULLETIN
NATIONAL BANK OF EGYPT

Vol. XI — No. 2 — Cairo 1958

Notes and Comments

The Recession Continues.

Ten Years Bld.

Capital Import and Control of Production.

First Report of the Sudan Currency Board.

Economic Conditions in Egypt in 1957.

Agriculture

Cotton

Industry

Banking

Money Supply

National Bank of Egypt

Commercial Banks

Bank Misc

Industrial Bank

Crédit Foncier Egyptian

- Crédit Agricole & Coopératif
 Foreign Trade
 Balance of Payments
 Capital Issues
 Gold
 Tourism
 Chronology of Events.
 Quarterly Economic Review, 1958.
 Money & credit
 Foreign Exchange
 Gold
 Stock Exchange
 Cotton
 Foreign Trade January/April 1958
- Agriculture
 Trade & Payments Agreements
 Suez Canal Traffic
 New Legislation
 Organization & Encouragement of Industry
 Other Legislation
 Economic & Technical Cooperation Agreement with the USSR
 The 1954/1955 Final Accounts
 Compensation for Stockholders of the Nationalized Suez Canal Co.
 Statistical Section.

THE EGYPTIAN COTTON GAZETTE

Volume No. 34 — Alexandria — May 1958

- M. P. GHANDI. — India's Cotton Textile Industry — Heavy Excise Duties Rampant.
 The Economist Intelligence Unit. — The World Cotton Situation: Improvement and Contrast.
 C. ROBERTSON. — The U.S.A. Cotton Season, May 1958.
 Spinning Test Report on the Egyptian Cotton Crop of 1957.
 The Economist Intelligence Unit. — Cotton in the European Free Trade Area.
 G. CASONI. — Egyptian Cotton and the Italian Cotton Industry
 Cotton Press Round Up.
 E. DARBOUS. — The Statistical Position of Egyptian Cotton at 1st June 1958.
 Statistical Tables.

Volume No. 35 — Alexandria — September 1958

- The World Cotton Position. — I. The Demand for Cotton by THE ECONOMIST INTELLIGENT UNIT. London.
 The World Cotton Position. — II. Changing Markets for Cotton, by THE ECONOMIST INTELLIGENT UNIT. LONDON.
 HARIO LUDWIG. — Egyptian Cotton — Whither ?
 A Statement on Raw Cotton Policy.
 GAFFEY ROBERTSON. — Agricultural Act of 1958.
 INTERNATIONAL COTTON ADVISORY COMMITTEE. — The Cotton Situation in the U.S.S.R. Courtesy.
 A. A. EL-SHERKINI. The Sudan Gezira Board Reserve Price : A Critical Analysis.
 Cotton Press Round Up.
 E. DARBOUS. — The Statistical Position at 31st August 1958.
 Statistical Tables.

THE EGYPTIAN ECONOMIC AND POLITICAL REVIEW

Vol. 4 — 2nd Series — No. 6 — Cairo — May 1958

- Shop Window.
 MONTHLY COMMENTARY
 Weighing our Relations-Angry Blimps.
 ARTICLES
 Segregation and Politics in South Africa.
 The 1954 Census of Industrial Production.
 Can Israel Survive a Settlement ?
 BOOK REVIEW.
 BUSINESS COMMENTARY.
 DOCUMENTS AND STATISTICS.

Vol. 4 — 2nd Series — No. 7 — Cairo — June 1958

Neither a Lender nor a Borrower Be.

MONTHLY COMMENTARY

Union by Consent — Return From Moscow at the Club Bagdad.

ARTICLES

From Arab League to Security Council
Conflict for a Continent

Sainly Mascot.

Clouds over Aden.

BOOK REVIEW.

ECONOMIC ARTICLES : A New Era of
Good Will.
The Dance of the Rates.

BUSINESS COMMENTARY.

DOCUMENTS.

Vol. 4 — 2nd Series — Nos. 8-9 — Cairo — July-August 1958

No Marlon Brando's
Monthly Commentary
Back to the Ghetto — Hatless in Cyprus
Articles.
De Gaulle and Algeria
Herzl and Israel
Sri Lankan Survey

Miracles Still Happen

Propaganda or Wishful Thinking.

Business Commentary

Uncertainty Persists. Trade No. 1. Trade
and Payments. Agreements.
Cotton. The Budget. Statistics.

Vol. 4 — 2nd Series — No. 10 — Cairo — September 1958

TO THE AMERICANS

Twelve Miles Limit

Summer of 1958

Privileged Classes and Privileged Masses

Violation of Treaties

The Foundation of Arab Nationalism :
The Intellectual, Tradition, the Spiritual
Tradition.Book Review : They are Human Too
Commentary, Business Commentary, Cotton,
Documents and Statistics.

Vol. 4 — 2nd Series — No. 11 — Cairo — October 1958

The Foundation of the Arab
Nationalism :

The Tradition of Leadership.

The attitude towards Europe.

The attitude towards Capitalism, Socialism
and Communism.Withdrawal of Iraq from the Baghdad
Pact.

The Economy of Iraq.

Britain's Turn.

Business Commentary

Trade Gap Widening.

Seller's Market.

Economic Indicators.

Cotton.

Documents and Statistics.

High dam.

Statistics.

REVUES ÉTRANGÈRES

AMERICAN JOURNAL OF INTERNATIONAL LAW

Vol. 52 — No. 3 — Washington — July 1958

M. S. McDUGALL and L. LIPSON. — Perspectives for a Law of Outer Space.

ROBERT D. SCOTT. — *Kansas v. Colorado* Revisited.

ROBERT E. CLUTE AND ROBERT R. WILSON. — The Commonwealth and Forced-Nation Usage.

IVAN SIPEKOV. — Post-war Nationalizations and Alien Property in Bulgaria.

Editorial Comment :

JOHN N. HAZARD. — Commercial

Discrimination and International Law. COVEY T. OLIVER. — On Saving International Law from its Friends.

Notes and Comments.

BRUNSON MACCHESNEY. — Judicial Decisions Involving Questions of International Law.

Book Reviews and Notes.

Books Received

Periodical Literature of International Law.

Official Documents.

APPLIED STATISTICS

Vol. 7 — No. 2 — London — June 1958

E. SHANKLEMAN. — The Economist and his statistics.

S. BROADBENT. — Simple mortality rates.

A. MUIR. — Marginal cost.

N. T. J. BAILEY. — A simple approach to the minimization of store-size.

G. H. FOWETT. — Factor Analysis. Notes and Comments.

Meetings of Sections of the Royal Statistical Society.

Book Reviews and Publications Received.

Vol. 7 No. 3 — London — November 1958

L. H. C. TIPPETT. — A guide to acceptance Sampling.

H. C. HAMAKER. — Some Basic Principles of Sampling Inspection by Attributes.

J. MORRISON. — The Lognormal Distribution in Quality Control.

W. ALEXANDER GLENN & C. Y. KHAMER. — Analysis of Variance of a randomised Block Design with missing

observations.

D. V. LINDLEY. — Professor Hobson's 'Crises' — A Survey of the Foundation of Statistics.

Notes & Comments.

Meetings of Sections of the Royal Statistical Society.

Book Reviews and Publications Received.

THE BANKER

Vol. CVIII — No. 389 — London — June 1958

A Financial Note Book.

Commonwealth Kites.

Montreal & Free Trade.

I. G. H. Hader : Recession Round-Up : Sir Oscar Holson : As I See it.

R. Beedham : Indonesia's Financial Rebellion.

An Artist's Sketchbook — Barclay's

Bank, Steyning.

Other People's Salaries.

L. Wehley : No "Freezing" of Letter of Credit.

American Review.

International Review.

Appointments & Retirements.

Banking Statistics.

Vol. CVIII — No. 390 — London — July 1958

A Financial Notebook.
Full Circle.
Convertibility or XPU.
J. W. RAKE. — The Economics of De
Caula.
An Artist's Sketchbook — Midland Bank.
Piccadilly Circus.
Competition in Export Credits.

SIR OSCAR HOBSON. — As I See It.
Lombard Street through the Crisis.
ALDO CASSUTO. — Italy's Oil Hopes.
American Review.
International Review.
Appointments & Retirements.
New Facts on Sterling.
Banking Statistics.

Vol. CVIII — No. 391 — London — August 1958

A Financial Notebook.
Middle East and Reflection.
The New Monetary Weapon.
J. E. HARTSHORN. — Capacity for Res-
Expansion.
SIR OSCAR HOBSON. — As I See It.
S. J. FRANK. — Company Finances

after the Boom.
PETER HOBSON. — Usher's Unemploy-
ment Problem.
American Review.
International Review.
Appointments and Retirements.
Banking Statistics.

Vol. CVIII — No. 392 — London — September 1958

A Financial Notebook.
Viscount Monckton : Brendan Bracken.
The Banks in hire Purchase.
The Suspect Dollar.
SIR OSCAR HOBSON. — As I See It.
An Artist's Sketchbook — Lloyds Bank.
Arundel.
W. ROPKE. — European Free Trade —
The Great divide.

What Future for Pension Schemes ?
Special correspondent.
The hire purchase structure : Special
correspondent.
American Review.
International Review.
Appointments & Retirements.
Banking Statistics.

Vol. CVIII — No. 393 — London — October 1958

A Financial Notebook.
From Montreal to New Delhi.
Consumer Banking.
J. E. HARTSHORN. — Galbraith Sides
Again.
An Artist's Sketchbook — Barclays
Bank, Birmingham.
ROLF E. LUKE. — Lending Germany's
Surplus.

GEOFFREY TYSON. — India's Droning
Space.
H. W. ARNDT. — Deflation through
Wool.
Brazil's "Fifty Years in Five".
American Review.
I M F on World Liquidity.
Appointments and Retirements.
Banking Statistics.

Vol. CVIII — No. 394 — London — November 1958

A Financial Notebook.
Inflation Ahead.
After New Delhi.
J. ENOCH POWELL. — Pensions —
Will the Good Impede the Best ?
SIR OSCAR HOBSON: As I see it.
Exchequer finance for the Common-
wealth.
D. DUXBURY. — Japan's Resurgence in
Perspective.

An Artist's Sketchbook — Nations' Pro-
vincial Bank, Chelmsford.
Banks as Investment Advisers: A special
Correspondent.
The Governor on Monetary Control.
American Review.
Sources of Surplus.
Appointments and Retirements.
Banking Statistics.

Vol. CVIII — No. 395 — London — December 1958

A Financial Notebook.
The Book Gives & Leads.
Europe — The Parting of the Ways ?
L. H. SAMUELS. — Financing South Africa's Expansion.
SIR OSCAR ROSSON: As I see it.
An Artist's Sketchbook — Midland Bank, Lancaster.
M. S. RIX. — A New Character for

Building Societies.
S. G. STURMEY. — Longer Term Credit for Farmers.
Annual Book Survey.
American Review.
International Review.
Publications Received.
Appointments & Retirements.
Banking Statistics.

DROIT SOCIAL

21ème année — No. 5 — Paris — Mai 1958

ORGANISATION PROFESSIONNELLE.
CLAUDE GOURAUD. — Les organismes de la politique de développement.
M. NEUMANN. — La situation juridique des administrateurs des entreprises nationalisées, représentants du personnel.
ALFRED SAUVY. — La situation économique.
TRAVAIL.
CH. SAVOUELLAN. — Les salaires des ouvriers dans les industries de la Communauté. (à suivre)

Jurisprudence récente en matière sociale.
PIERRE LASSEGUE. — La situation sociale.
SECURITE SOCIALE ET PRESTATIONS FAMILIALES.
Sécurité sociale et aide sociale dans les départements français d'Outre-Mer.
E. LACOMBE. — L'action sociale des caisses de vieillesse du régime général.
Jurisprudence récente en matière sociale.

21ème année — No. 6 — Paris — Juin 1958

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

R. MONTAGNE. — L'Evolution des Rapports du capital et du travail dans le cadre du Métayage.
A. SAUVY. — La situation économique.

TRAVAIL

G. H. CAMERLYNOK. — La nouvelle définition du travailleur à domicile (loi du 26 Juillet 1957).
XXI. — Quelques aspects de l'activité des comités d'hygiène et de sécurité en France.
C. SAVOUELLAN. — Les salaires des ouvriers dans les industries de la Communauté.

Jurisprudence récente en matière sociale.
P. LASSEGUE. — La situation sociale.

SECURITE SOCIALE ET PRESTATIONS FAMILIALES

A. SPIRE. — Les nouvelles modifications apportées à la réglementation française du chômage.
J. BENG. — La limitation des dépenses supportées par la sécurité sociale en matière d'hospitalisation. Nouveaux aspects de l'incidence du blocage des prix en matière de fixation des prix de journée et des tarifs de responsabilité des établissements de soins.
Jurisprudence récente en matière de sécurité sociale.
Bibliographie.

21ème année — Nos. 7-8 — Paris — Juillet-Août 1958

- ORGANISATION PROFESSIONNELLE
 JACQUES DE FELIX. — L'étude du marché à l'échelon professionnel. L'exemple de l'industrie électrique.
 ALFRED SAUVY. — La consommation se déplace plus vite que la population active.
 Travail.
 JACQUELINE BAUCHET. — La loi du 19 février 1958 et le délai de congé.
 Mme. GREGOIRE. — Les salaires féminins dans le cadre du marché commun.
 A propos du syndicalisme en Afrique Noire.

- Jurisprudence récente en matière sociale.
 PIERRE LASSEGUE. — La situation sociale.
 SECURITE SOCIALE ET PRESTATIONS FAMILIALES
 L'évolution des prestations familiales.
 L'indexation des prestations familiales.
 Le fonds national de solidarité après quinze mois de fonctionnement. Extension de la Loi du 30 juin 1956. Appel au Fonds National de solidarité; Bilan financier.
 Jurisprudence récente en matière de sécurité sociale.

21ème année — Nos. 9-10 — Paris — Septembre-Octobre 1958

- G. BURDEAU. — L'entrée de la science politique dans les facultés de Droit.
 ORGANISATION PROFESSIONNELLE
 G. LAURENT. — La mesure de l'évolution du coût de la vie au cours des dix dernières années.
 ALFRED SAUVY. — La situation économique.

TRAVAIL

- MAXIME CHRETIEN. — Les associations et les syndicats devant l'impôt.
 Jurisprudence récente en matière sociale.

- PIERRE LASSEGUE. — La situation sociale.

SECURITE SOCIALE ET PRESTATIONS FAMILIALES

- I. MARTIN. — Le régime de retraite des cadres. Dix années de fonctionnement.
 J. IMBERT. — La réforme hospitalière.
 M. LONG. — Les conditions du remboursement des spécialités pharmaceutiques.
 Jurisprudence récente en matière de sécurité sociale.

21ème année — No. 11 — Paris — Novembre 1958

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

- PIERRE VELAS. — Les fondements de la politique agricole européenne.
 ALFRED SAUVY. — La situation économique.

TRAVAIL

- XXX. — La convention collective des employés de maisons de la Seine.
 JEAN BERTHE DE LA GRESSAYE. — L'exercice de l'action syndicale pour la défense de l'intérêt collectif de la profession.
 M. ALBUSCHER. — A propos de la condition juridique du personnel de

- Commissariat à l'énergie atomique.
 Jurisprudence récente en matière sociale.
 PIERRE LASSEGUE. — La situation sociale.

SECURITE SOCIALE ET PRESTATIONS FAMILIALES

- XXX. — Obligation alimentaire et législation sociale.
 Le régime de retraite des cadres (suite) III. Les prestations du régime de retraite.
 Jurisprudence récente en matière de sécurité sociale.
 Bibliographie.

ECONOMETRICA

Vol. 26 — No. 2 — New Haven — April 1958

H. DUNCAN LUCE. — A Probabilistic Theory of Utility.

ROBERT J. WOLFSON. — An Econometric Investigation of Regional Differences in American Agricultural Wages.

WILLIAM G. BAUMOL. — Topology of Second Order Linear Difference Equations with Constant Coefficients.

JEREMY J. STONE. — An Experiment in Bargaining Games.

K. J. ARROW AND H. O. NERLOVE. — A variance Formula for Marginal Productivity Estimates Using the Cobb-Douglas Function.

Report of the Atlantic City Meeting.
Book Reviews.

Vol. 26 — No. 3 — Amsterdam — July 1958

T. HAARVELMO. — The Role of the Econometrician in the Advancement of Economic Theory.

M. HOSHINUMA. — Prices, Interest & Profits in a Dynamic Leontief System.

J. D. SARGAN. — The Instability of the Leontief Dynamic Model.

J. D. SARGAN. — The Estimation of Economic Relationships Using Instrumental Variables.

N. F. CHOUDHRY. — An Econometric Analysis of the Import Demand Function for Darlap (Hessian) in the U. S.A. 1919-53.

J. VAN ZEEREN. — A note on the Useful Properties of Stuevel's Index Numbers.

C. DEBBELI. — Stochastic Choice and Cardinal Utility.

T. NEGISHI. — A Note on Stability of an Economy where all goods are Gross Substitutes.

K. J. ARROW & M. ACHMANIS. — A Note on Dynamic Stability.

Compte-Rendu du Congrès de Luxembourg.

Book Reviews.

ECONOMIA INTERNAZIONALE

Vol. XI — No. 2 — Maggio — 1958

ARTICOLI

F. D. HOLLMAN. — Consumer Sovereignty and the Rate of Economic Development.

D. SCHMIDT. — Wirtschaftswachstum und Zahlungsbilanz.

Discussioni ed Esami Critici.

G. C. CARLUCCI. — Una nota critica sul modello del piano decennale.

G. M. MEIER. — Myrdal on Commercial Policy of Underdeveloped Countries.

Rassegne Economiche.

V. CAO-PINNA. — Principali caratteristiche strutturali di due economie mediterranee: Spagna e Italia.

V. DE NARDO. — Aspetti e problemi fiscali del M.E.C. con particolare riguardo alla diversa struttura della pubblica finanza dei paesi aderenti.

Bollettino Bibliografico ed emerografico di economia internazionale.

Segnalazioni Bibliografiche.

Segnalazioni Emerografiche.

Regesti Emerografici.

THE ECONOMIC JOURNAL

Vol LXIII — No. 270 — London — June 1958

D. G. CHAMPERNOWNE. — Capital Accumulation and the Maintenance of Full Employment.

R. F. HARROD. — Factor-Price Relations Under Free Trade.

J. R. N. STONE & D. A. ROWE. — Dynamic Demand Functions: Some Econometric Results.

W. J. BOESCHAU. — Bank Credit and Gold in the United Kingdom.

- S. S. ALEXANDER. — Rate of Changes Approaches to Forecasting: Diffusion Indexes and First Differences.
 H. H. LIESNER. — The European Common Market and British Industry.
 R. MYENT. — The "Classical Theory" of International Trade and the Under-

Developed Countries.

- J. BLACK. — A Note on the Economics of National Superannuation.
 2. Reviews.
 3. Notes and Memoranda.
 4. Recent Periodicals and New Books.

ECONOMICA

38th Year — New Series — Vol. XXV — No. 99 — London — August 1958

- WILLIAM J. BAUMOL. — On the Theory of Oligopoly.
 KELVIN LANCASTER. — Productivity-Coated Wage Policy.
 T. L. JOHNSTON. — Wages Policy in Sweden.

- R. G. ROBERTS. — Bank of England Branch Discounting, 1828-59.
 LUCIEN FOLDES. — Uncertainty, Probability and Potential Surplus.
 Book Reviews.
 Books Received.

38th. Year — Vol. 25 — No. 100 — London — November 1958

- A. W. PHILLIPS. — The relation between Unemployment and the rate of change of Money Wage Rates in the United Kingdom, 1851-1957.
 DON PATINKIN. — Liquidity Preference and Lovable Funds: Stock & Flow Analysis.
 R. D. THEOCHARIS. — Josef Lang and Macroeconomics.
 L. M. GULLEN. — The Exchange Busi-

- ness of the Irish Banks in the Eighteenth Century.
 A. R. HALL. — The English Capital Market Before 1914 — A Reply.
 H. A. JOHN GREEN. — When Are Goods More Goods?
 FRANK WHITSON FETTER. — Hobbes on Tervens.
 Book Reviews.
 Book Received.

ETUDES ET CONJONCTURES

13ème année — No. 6 — Paris — Juin 1958

LA SITUATION ECONOMIQUE EN FRANCE AU PRINTEMPS 1958

PREMIERE PARTIE :

Vue d'ensemble de l'économie française.

DEUXIEME PARTIE :

Situation économique française vue par secteurs.

1. Production industrielle.
2. Production agricole.
3. L'emploi de la main-d'œuvre.

1. Commerce intérieur.
2. Les échanges extérieurs.
3. Prix et salaires.
4. Finances Publiques.
5. La monnaie.

TROISIEME PARTIE :

Situation économique internationale.

1. Vue d'ensemble de la conjoncture internationale.
2. Etude de la situation par secteurs: production, emploi, marchés mondiaux, prix et salaires.

13ème année — No. 7 — Paris — Juillet 1958

- J. JANKELOWITZ. — Situation et perspectives dans l'industrie et le commerce en mars 1958 d'après les chefs d'entreprises.

- A. DEVAUX. — Les coûts de main-d'œuvre dans diverses industries européennes en 1955 et en 1957.

PH. GOUNAOT. — Les vacances des Français en 1957.

L. BLANCHARD. — L'ensemble économique de l'Oural.

WICKAM ET BLUNT. — Décalages inter-industriels et prévisions à court terme.

13ème année — No. 8 — Paris — Août 1958

P. LEVEQUE. — Les investissements dans les entreprises privées de l'industrie et du commerce. Réalisations 1957 et prévisions 1958 d'après une enquête auprès des chefs d'entreprise.

F. MAUREL. — Les tendances en agriculture au printemps 1958 d'après une enquête auprès des chefs d'exploitation.

F. MAUREL. — Structure des échanges

de produits agricoles alimentaires en 1956, des six pays membres du Marché Commun.

J. FELLIER. — Problèmes sévères de la Nouvelle Calédonie.

R. KOG. — Les Pays Nordiques et l'intégration européenne.

L. A. VINCENT. — De la comptabilité nationale aux valeurs de la productivité.

13ème année — No. 9 — Paris — Septembre 1958

LA SITUATION ECONOMIQUE EN FRANCE AU DEBUT DE L'ETE 1958

PREMIERE PARTIE :

Vue d'ensemble de l'économie française.

DEUXIEME PARTIE :

Situation économique française vue par secteurs.

Chapitre I. Production industrielle.

Chapitre II. Production agricole.

Chapitre III. Emploi de la main d'œuvre.

Chapitre IV. Commerce intérieur.

Chapitre V. Echanges extérieurs.

Chapitre VI. Prix et salaires.

Chapitre VII. Finances publiques.

Chapitre VIII. La Monnaie.

TROISIEME PARTIE :

Situation économique internationale.

R. JANKELIOWITCH. — Situation et perspectives dans l'industrie et le commerce en juin 1958 d'après les chefs d'entreprises.

13ème année — No. 10 — Paris — Octobre 1958

C. SIMON. — Quelques aspects récents de l'économie de l'Allemagne Occidentale.

H. LARGETEAU. — Une enquête sur le comportement et les intentions d'a-

chats des consommateurs.

A. DEVAUX. — Une comparaison internationale des coûts de production.

J. FELLIER. — La région des Caraïbes; Problèmes de population.

13ème année — No. 11 — Paris — Novembre 1958

Réflexions sur la Croissance

Préface.

Introduction.

1ère PARTIE :

L'EVOLUTION HISTORIQUE

Ch. I. — Croissance démographique.

Ch. II. — Croissance économique.

2ème PARTIE :

LA SITUATION RECENTE ET PROCHAINE

Ch. I. — Croissance démographique.

Ch. II. — Croissance Economique.

CONCLUSION

I. Meilleure adaptation du taux de croissance aux exigences économiques et politiques.

II. Formation de capital mieux disciplinée.

III. Accumulation Structurelle moins déséquilibrée de l'économie mondiale.

13ème année — No. 12 — Décembre 1958

F. MAUREL. — Le revenu de l'agriculture en France en 1957-1958.

A. SAUVY. — Le tourisme étranger en France en 1957.

R. JANKELOWITZ. — Le mouvement des affaires dans l'hôtellerie au cours de l'été et les perspectives pour la saison d'hiver.

J. FELLIER. — Actualités marocaines.

A. NEEL. — Les premiers effets sur le commerce extérieur de l'opération 50%.

J. L. GUGLIERMI. — Les échanges des pays d'outre-mer de la zone franc en 1955 par groupes de produits de la classification des Nations Unies.

FOREIGN AFFAIRS

Vol. 36 — No. 4 — Lancaster — July 1958

HUGH GATSKELL. — Disengagement: Why? How?

PHILIP E. MOSELY. — Khrushchev's New Economic Gambit.

CYRIL E. BLACK. — Soviet Political Life Today.

PRINCE NORODON SOHANOUK. — Cambodia Neutral: The Dictate of Necessity.

JOHN KENNETH GALBRAITH. — Rival Economic Theories in India.

LINCOLN P. BLOOMFIELD. — The U.N. and National Security.

LUDWIG ERHARD. — Germany's Economic Goals.

LORD SALTER. — Economic Strategy of the West.

STEVEN MULLER. — Massive Intervention in Canadian Politics.

RICHARD H. MOLTE & WILLIAM E. POLK. — Toward a Policy for the Middle East.

EDWIN S. MUNGER. — Self-Confidence and Self Criticism in South Africa.

EDWARD TABORSKY. — The Triumph and Disaster of Edward Bok.

HENRY L. ROBERTS. — Recent Books of International Relations. Source Material.

Vol. 37 — No. 1 — Lancaster — October 1958

HENRY A. KISSINGER. — Nuclear Testing and the Problem of Peace.

CARYL P. HASKINS. — Science in our national life.

JEAN-MAURICE DOMENACH. — Democratic Paralysis in France.

KWAME NKRUMAH. — African Prospect.

Commander Sir ROBERT JACKSON. — An International Development Authority.

TOWNSEND HOOPES. — Overseas Bases in American Strategy.

ARTHUR H. DEAN. — Freedom of the Seas.

PHILIP W. QUINN. — Open Skies and Open Space.

G. L. MENTA. — As others see us: An Indian view.

WILLIAM W. LOCKWOOD. — "The Socialistic Society": India and Japan.

SIR SYDNEY CAINE. — Stabilizing Commodity Prices.

PERCY W. BIDWELL. — Raw Materials and National Policy.

BENJAMIN AND JEAN HIGGINS. — Indonesia: Now or Never.

RUTH SAVORD. — Source Material.

INTERNATIONAL MONETARY FUND STAFF PAPERS

Vol. VI — No. 2 — Washington — April 1958

National Currency Counterpart of Drawings on the Fund.

N. A. SARMA. — Economic Development in India: The first and second Five Years Plans.

JORGE MARSHALL. — Advance Deposits on Imports.

OSCAR L. ALTMAN. — A Note on Gold Production and Additions to International Gold Reserves.

J. MARCUS FLEMING. — Exchange Depreciation, Financial Policy and the Domestic Price Level.

JOURNAL OF THE AMERICAN STATISTICAL ASSOCIATION

Vol. 53 — No. 282 — Chicago — June 1958

- GEOFFREY H. MOORE. — Measuring Recessions.
 ROBERT FERRER. — The Accuracy and Structure of Industry Expectations in Relation to those of Individual Firms.
 HARRY BENJAMIN ERNST. — An Index of Manufacturing Production in New England.
 MARILYN DUNNING AND MARGARET G. REID. — Effect of Varying Degree of Transitory Income and Income Elasticity of Expenditures.
 J. R. T. HUGHES AND STANLEY REITER. — The First 1945 British Steamships.
 A. C. BOSANDER, H. E. GUTERMAN AND A. J. McKEON. — The Use of Random Walk Sampling for Cost Analysis and Control.
 MORRIS JAMES SLOVIN. — The Trend-Deviation Method of Weather Forecast Evaluation.
 BERNARD D. CARPINSO. — Weight-Height Standards Based on World War II Experience.
 LILA ELVERACK. — Actuarial Estimation of Survivorship in Chronic Disease.
 HAROLD D. GRIFFIN. — Graphic Computation of Tau as a Coefficient of Disarray.
 ISADORE BLUMEN. — The New Bivariate Sign Test.
 E. L. KAPLAN AND PAUL MEIER. — Nonparametric Estimation from Incomplete Observations.
 HOWARD L. JONES. — Inadmissible Samples and Confidence Limits.
 LEO A. GOODMAN AND H. G. HASTLEY. — The Precision of Unbiased Ratio-Type Estimators.
 LESLIE KISH AND IRENE HESS. — On Noncoverage of Sample Dwellings.
 JAMES V. BRADLEY. — Complete Counterbalancing of Immediate Sequential Effects in Latin Square Design.
 OTTO DYKSTRA Jr. — Factorial Experimentation in Scheffé's Analysis of Variance for Paired Comparisons.
 JAMESON J. DUNCAN. — Design and Operation of a Double-Limit Variables Sampling Plan.
 G. A. BAKER. — Empirical Investigation of a Test of Homogeneity for Population Composed of Normal Distributions.
 Notes About Authors.
 Summaries of Papers Delivered at 117th Annual Meeting.
 Book Reviews.
 Publications Received.
 Report of Board of Directors, 1957.

Volume 53 — No. 283 — Chicago — September 1958

- ROBERT H. HANSON & ELIE S. MARKS. — Influence of the interviewer on the accuracy of survey results.
 KEX F. DALY. — Demand for farm products at retail and the farm level: some empirical measurements & related problems.
 WILLIAM I. ABRAHAM. — Investment estimates of underdeveloped countries: an appraisal.
 DORIS M. EISEMANN. — Manufacturers' inventory cycles and monetary policy.
 PAUL J. FITZPATRICK. — Leading American statisticians of the nineteenth century II.
 F. J. ANSCOMBE. — Rectifying inspection of a continuous output.
 E. JARDINE. — Ranking methods and the measurement of altitudes.
 J. H. CHUNG & A. S. FRASER. — Randomization tests for a multivariate two-sample problem.
 MORRIS JAMES SLOVIN & CHESTER H. McCALL Jr. — A method of adjustment for defective data.
 K. V. RAMACHANDRAN. — A test of variances.
 Notes about authors.
 Publications received.

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

Tome 85 — No. 2 — Paris — Avril-Mai-juin 1958

DOCTRINE

- LUPU. — La liberté de navigation sur le Rhin.

- E. LANGAVANT. — L'arrêt Algiers et autres du 12 Juillet 1957 de la Cour de Justice de la C. E. C. A.

Ch. EVAN. — Le Projet de Convention de l'É. L. A. relatif au paiement des obligations exprimées en monnaie étrangère. Analyse critique.

JURISPRUDENCE. DOCUMENTS INFORMATION

Bibliographie et Revue des revues — Bibliographie.

Tome 85 — No. 3 — Paris — Juillet-Août-Septembre 1958

DOCTRINE

J. J. LADOR-LEDEKER. — L'évolution du droit international des pêcheries.
JACQUES SOUBEYROL. — L'interprétation internationale des traités et

la considération de l'assentiment des parties.

JURISPRUDENCE DOCUMENTS INFORMATION

Revue des Revues et bibliographie.

THE JOURNAL OF INDUSTRIAL ECONOMICS

Vol. 6 — No. 3 — Oxford — June 1958

SIR GEOFFREY VICKERS. — Positive & Negative Controls in Business.

JOHN L. ENOS. — A Measure of the Rate of Technological Progress in the Petroleum Refining Industry.

ERNEST M. FISHER. — Economic Aspects of Urban Land Use Patterns.

S. FORDHAM. — Organization Efficiency.

A. P. McANALLY & M. E. SCOTT. — La-

bour Productivity in Department Stores.

W. G. McCLELLAND. — Sales Per Person and Size in Retailing: Some Fallacies.

V. V. RAMANADHAM. — Certain Aspects of the Industrial Structure of India.

HERBIE E. SLESINGER. — The Pace of Automation: an American View.

P. W. FASSI, M. G. — The World Dollar Problem (a review article).

JOURNAL OF POLITICAL ECONOMY

Vol. 66 — No. 3 — Chicago — June 1958

ROBERT H. STROTZ. — How Income ought to be distributed: A paradox in distributive Ethics.

NORMAN V. BRECKNER. — Liquidity and Farm Investment outlays.

FRANCO MODIGLIANI. — New Developments on the Oligopoly Front.

LESTER G. TELSER. — Futures Trading and the Storage of Cotton & Wheat.

HARVEY LEIBENSTEIN. — Underemployment in Backward Economies: Some additional Notes.

HARRY T. OSHIMA. — Underemployment in backward economies: An Empirical Comment.

HARVEY LEIBENSTEIN. — Reply.

BOOK REVIEWS.

Books Received.

JOURNAL OF THE ROYAL STATISTICAL SOCIETY

Vol. 121 — Part. 2 — London — 1958

M. BRICHER. — Classification of the Population by Social and Economic Characteristics. The French Experience and International Recommendations. (with discussion)

M. G. KENDALL. — Research in Statistics.

D. E. KOPANTEAS. — Differential Prices for the Services of Ships belong-

ing to the Same General Class — A Case of Oligopoly.

D. D. KOSAMBI AND U. V. RAMANAHAI RAO. — The Efficiency of Randomization by Card Shuffling.

Reviews of Books.

Statistical and Current Notes, additions to Library.

Vol. 121 — Part. 3 — London — 1958

SIR ROBERT SHONE & H. B. FISHER
(with discussion): Industrial Production & Steel consumption.

Dr. S. J. PRAIS. — Some Problems in the measurement of Price changes with special Reference to the Cost Living.

J. R. ASHFORD. — The Design of a Long-Term Sampling Programme to measure the Hazard associated with an Industrial Environment.

Wholesale Prices in 1957.

Reviews of Books.

Statistical Notes.

Additions to Library.

THE MIDDLE EAST JOURNAL

Vol. 12 — No. 2 — Washington — Spring 1958

DAVID FINIE. — Recruitment and Training of Labour. The Middle East Oil Industry.

R. K. RAMAZANI. — Afghanistan and the USSR.

LEONARD G. ROSENBERG. — Industrial Exports: Israel's Requirement for Self-Support.

Developments of the Quarter; Comment & Chronology.

Document.

Book Reviews.

Bibliography of Periodical Literature.

Readers Commentary.

Vol. 12 — No. 2 — Washington — Summer 1958

W. HARDY WICKSWAR. — Pattern and Problems of Local Administration in the Middle East.

CHARLES W. HOSTLER. — The Turks and Soviet Central Asia.

REZA ARASTENI. — Some Problems of Education in Underdeveloped Countries.

WILLIAM PERSEN. — Lebanon: Economic Development since 1950

St. JOHN PHILBY. — Status of the Council of Ministers: Saudi Arabia.

Comment and Chronology.

Documents.

Book Reviews. Bibliography.

THE QUARTERLY JOURNAL OF ECONOMICS

Vol. 73 — No. 2 — Massachusetts — May 1958

Z. C. DICKINSON. — A letter from Adam Smith.

J. MARCHAL, & J. LECAILLON. — Is the Income of the "Cadres" A Special Class of Wages ?

J. SHEKHAN. — International Specialization and the Concept of Balanced Growth.

D. MCCORD WRIGHT. — What is the Economic System ?

M. BLAUG. — The Classical Economists and the Factory Act. — A Re-Examination.

M. MERLOVE. — Adaptive Expectations and Cobweb Phenomena.

P. H. BANNER. — Competition, Credit Policies, and the Captive Finance Company.

L. N. MOSES. — Location and the Theory of Production.

E. SOHREN. — The Effect of Devaluation on the Price Level.

REVIEWS, NOTES & DISCUSSIONS.

RECENT PUBLICATIONS.

Vol. 72 — No. 3 — Cambridge — Mass. — August 1958

JOHN D. BLACK. — The extremities of current agricultural policy proposal.

A. L. WRIGHT. — The rate of interest in a dynamic model.

FRANCIS M. BATOR. — The anatomy of market failure.

STEPHEN H. SCHNICK. — A critique of concepts of workable competition.

HARVEY J. LEVIN. — Economic structure and the regulation of television.

NOTES & DISCUSSIONS :

ALBERT O. BIRCHMAN & GERALD
SIEKIN — Investment criteria &
capital intensity once again.

ARTHUR SMITHIES. — The Rockefeller
report: Implications for fiscal and
monetary policy.

RECENT PUBLICATIONS.

Vol. 72 — No. 4 — Mass. — November 1958

S. VALAVANIS. — Traffic safety from
an Economist's Point of View.

M. S. ELLIS. — Accelerated investment
as a force in Economic development.

E. E. HAGEN. — An Economic justifi-
cation of Protectionism.

E. HANSFIELD & H. H. WEIN. — A
study of Decision making within the
Firm.

A. GABOR & I. P. PEARCE. — The Place
of Money capital in the theory.

S. ENKE. — Controlling Consumers in
the event of Future wars.

F. H. GOLAY. — Commercial Policy
and Economic Nationalism.

G. PURSELL. — Unity in the thought
of Alfred Marshall.

Notes & discussions.

Recent Publications.

REVUE CRITIQUE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVE

Vol. XLVII — No. 1 — Paris — Janvier-Mars 1958

1ère PARTIE

DOCTRINES ET CHRONIQUES

ROGER-JAMBU MERLIN. — Essai sur
l'histoire des conflits de loi au Le-
vant et en Afrique du Nord.

KURT H. NADELMANN. — Méthodes
d'unification du Droit International
Privé. La législation uniforme et les
conventions internationales.

KARL H. NEUMAYER. — Autonomie de
la volonté et dispositions impératives
en Droit International privé des obli-
gations (suite et fin).

2ème PARTIE

JURISPRUDENCE

1. — Nationalité et domicile.
2. — Condition des étrangers.
3. — Conflits de Lois. — Filiation a-
dultérine; Prescription extinctive;
Clause compromissoire; poly-
gamie.
4. — Conflits de juridictions. — Di-
vorce; Jugement étrangers; Sen-
tence arbitrale; sociétés; réfugiés
et apatrides.

3ème PARTIE

DOCUMENTATION

4ème PARTIE

BIBLIOGRAPHIE

REVUE DE DROIT INTERNATIONAL ET DE DROIT
COMPARE

35ème Année — Nos. 2-3 — Bruxelles — 1958

Ve. Congrès International de Droit com-
paré de l'Académie Internationale de

Droit comparé, Bruxelles, 4-9 Août
1958.

Rapports des Juristes Belges.

REVUE D'ECONOMIE POLITIQUE

68ème Année — No. 3 — Paris — Mai-Juin 1958

ARTICLES

G. H. BOURQUET. — Un centenaire:
l'oeuvre de H.H. Gossen (1810-1858)
et sa véritable structure.

PIETRO MANES. — Les dimensions de
quelques grandeurs économiques.

ALAIN COTTA. — Les taux de change
flexibles dans le cadre du marché
commun.

NOTES ET MEMORANDA

JEAN DAYRE. — Encore à propos de la théorie de l'intérêt. Temps, Risque, Liquidité. Note sur l'article de D. Villey.

D. VILLEY. — Réponses aux observations de J. Dayre.

HENRI GUITTON. — Auteur d'une théorie de la valeur qui se voudrait plus générale.

REVUE DES LIVRES.

68ème Année — Nos. 4-5 — Paris — Juillet-Octobre 1958

HENRI GUITTON. — Avant-Propos.

DONNEES GENERALES :

- I. LEON BUQUET: La Situation démographique.
- II. RENE MABROT: l'évolution des prix.
- III. PIERRE MAILLET: Le compte de la nation.
- IV. J. VILBERT: Les Pays d'Outre-mer de l'Union Française.

MONNAIE ET FINANCES:

- I. C. A. COLLIARD: Politique et législation fiscales.
- II. FRANÇOIS VISINE: Le budget, la trésorerie et la dette publique.
- III. H. L.: Le marché de l'argent à court terme et le marché des changes.
- IV. J. NOIREAU: Les crises d'épargne.
- IV. COLMET-DACQUE: les émissions.
- VI. PIERRE VIGREUX: la bourse des valeurs.
- VII. JEAN FOURASTIE: Les assurances privées.

PRODUCTION :

- I. PIERRE FROMONT: La production agricole.
- II. ROBERT JOLY: La production industrielle et le commerce intérieur.
- III. ANDRE PIERARD: La construction de logements.

COMMERCE ET TRANSPORTS :

JEAN WEILLER & ANDRE NEEL. — Echanges extérieurs et politique commerciale.

MARCEL NICOLAS. — Evolution des transports.

QUESTIONS SOCIALES :

- I. LEVY-BRUHL R.: Les Salaires.
- II. PIERRE LASSEQUE: Le mouvement ouvrier et les législations sociales.
- III. ETIENNE ANTONELLI: La sécurité sociale.

CONCLUSION :

RAYMOND BARRE. — La conjoncture française dans la conjoncture européenne et mondiale.

REVUE ECONOMIQUE

Vol. IX — No. 4 — Paris — Juillet 1958

PIERRE DIETENLEN. — La monnaie auxiliaire du développement. Contribution à l'étude de l'inflation séculaire.

JEAN-PAUL COURTHEOUX. — Les secrets économiques.

J. CEBRAS. — Le paradoxe de Léontief et la spécialisation internationale.

C. CORDEBAS. — La notion de crise est-elle périmée ?

ELIANE NOSSE. — L'autonomie de la demande dans un mouvement de croissance industrielle. La demande d'automobiles en France de 1922 à 1955.

HENRI GUITTON. — La pensée française face au problème de l'intégration.

Notes Bibliographiques.

Vol. IX — No. 5 — Paris — Septembre 1958

ANDRE MARCHAL. — Définition de la structure.

JACQUES ROUSSEAU. — Distorsions de structures en France, 1789-1914.

MARC PENOUË. — Types de capitalisme et transformations de structures.

RALANTAVITIAN. — Discontinuités de structures en France depuis 1914.

GUY ROSMALIN. — Rajeunissement de la théorie de la répartition.

CLAUDE PONSARD. — Banque centrale et taux de l'intérêt.

ANDRÉ TIANO. — Trésor public et marché monétaire.

REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE

Vol. VIII — No. 2 — Paris — Juin 1958

F. BOURDCAUD. — Science politique et sociologie. Réflexions d'un sociologue.

F. BEDARIDA. — Une crise de conscience nationale en 1886. L'Angleterre en face de l'autonomie de l'Irlande.

A. ETZIONI. — "Kulturkampf" ou coalition. Les cas d'Israël (l'ouvrage de François Goguel).

G. CASTELLAN. — La paysannerie dans la Yougoslavie socialiste.

JEAN-FRANÇOIS AUBERT. — Le suffrage féminin en Suisse. La constitution fédérale sera-t-elle révisée ?

R. ARAMBOUROU. — Cadastre et sociologie électorale.

G. CHESNEAUX. — La Chine contemporaine. Etat des travaux.

G. MEYNAUD. — Sur une interprétation du communisme.

P. HASSNER. — La philosophie politique de M. Eric Weil.

Notes Bibliographiques.

Volume VIII — No. 3 — Paris — Septembre 1958

EAOUL GIRANDET. — Pour une introduction à l'histoire du nationalisme français.

RENE REMOND. — Droite et Gauche dans le catholicisme français contemporain.

BERNARD FALL. — La situation internationale du Sud-Vietnam.

JEAN BLONDEL. — L'évolution récente des colonies britanniques.

JOSEPH ROYAN. — La crise du parti communiste italien en 1956.

R. R. MILNE. — Les élections générales de 1957 en Nouvelle-Zélande.

XXX. — Les élections à l'Académie Française. Analyse d'un scrutin significatif: l'élection de Paul Morand.

TIMOSA SCHREIBER. — La Hongrie de 1918 à 1958. Etat des travaux.

REVUE GENERALE DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

62ème Année — No. 1 — Paris — Janvier-Mars 1958

CHARLES ROUSSEAU. — Le boycottage dans les rapports internationaux.

GUY HERAUD. — Observations sur la nature juridique de la Communauté Economique européenne.

Notes et Commentaires :

CHARLES ROUSSEAU. — I. Sur quelques atteintes récentes à la liberté des mers. — II. Rectification de la frontière franco-suisse. — III. Modification de la déclaration d'acceptation

de la juridiction de la C.I.J. par le Royaume-Uni.

Jurisprudence internationale :

I. Sentence arbitrale rendue le 16 novembre 1957 entre la France et l'Espagne dans l'affaire du Lac Lanoux. — II. Ordonnance rendue le 24 octobre 1957 par la C.I.J. entre les Etats-Unis et la Suisse dans l'affaire de l'interhandel.

Bibliographie. Publications périodiques. Documents. Informations.

62ème Année — No. 3 — Paris — Juillet-Septembre 1958

CHE. ROUSSEAU. — Gilbert Gidel (1880-1958).

PAUL DE VISCHER. — Les aspects juridiques fondamentaux de la question de Suez.

JACQUES PATEY. — La Conférence des Nations Unies sur le droit de la Mer. FRANÇOISE DULERY. — L'affaire du Lac Lanoux.

JURISPRUDENCE FRANÇAISE en matière de droit international public.

LISTE DES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX en vigueur souscrits par la France (III Franco-Italie, IV Franco-Suisse).

Bibliographie

Publications Périodiques

Documents

Informations.

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT COMPARE

10ème Année — No. 2 — Paris — Avril-Juin 1958

I. — DOCTRINE

J. LIMPEN. — Les constantes de l'unification du droit privé.

KONSTANTIN KATZAROV. — La planification comme problème juridique.

II. — ETUDES — VARIETES

DOCUMENTS

P. MORAL-LOPEZ. — Les haux ruraux en droit comparé.

K. TOYANIVICH. — La durée de la protection des oeuvres de l'esprit dans les pays socialistes d'Europe.

E. HERSCH. — Le nouveau code de commerce turc.

J. LIMPEN. — Le colloque sur les

moyens de promouvoir la stabilité du mariage (Chicago, 9-18 septembre 1957).

A. TUNC. — Le colloque sur les aspects juridiques du commerce entre les pays d'économie planifiée et les pays d'économie libre. (Rome, 24 février-1er mars 1958).

J. BOULOUIE. — Le colloque sur le droit des nationalisations (Rome, 21 février-1er mars 1958).

III. — ACTUALITES ET INFORMATIONS

IV. — BULLETIN DE LA SOCIETE DE LEGISLATION

COMPAREE

V. — BIBLIOGRAPHIE

Dixième Année — No. 3 — Paris — Juillet-Septembre 1958

I. — DOCTRINE

P. R. GRAVESON. — L'influence du Droit comparé sur le rapprochement des peuples.

Y. LINANT DE BELLEFONDS. — Volonté interne et volonté déclarée en droit musulman.

II. — ETUDES — VARIETES

DOCUMENTS

YVETTE LOHEN. — Le Code de procédure civile italien.

GÉRARD CONAC. — Les institutions politiques de la République Arabe Unie.

A. I. GRAZEVSKY. — Le mariage et le divorce en Israël.

MICHEL FRIDBERG. — La responsabilité civile en droit soviétique.

III. — ACTUALITES ET INFORMATIONS

IV. — BULLETIN DE LA SOCIETE DE DROIT COMPARE

V. — BIBLIOGRAPHIE

REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Vol. LXXVII — No. 6 — Genève — Juin 1958

ALEXANDRE BERNSTEIN. — L'impact des conventions internationales du Travail dans la législation suisse.

YUSEF SAYIGH. — Les relations professionnelles dans quelques pays arabes: aspects principaux des causes déterminantes.

RAPPORTS ET ENQUETES

La réglementation de la durée du travail dans l'agriculture.

Prestations non obligatoires fournies par

les employés européens en 1955.

La sélection et la formation des conseillers d'orientation professionnelle.

BIBLIOGRAPHIE

Publications du Bureau International du Travail.

Publications des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales.

Autres publications.

Vol. LXXVIII — No. 1 — Genève — Juillet 1958

G. LAMBERT. — Nouvelle analyse des principes de Rochdale I.

La Structure des salaires selon les races dans certaines régions d'Afrique.

R. N. DATAR. — L'organisation planifiée de l'emploi dans l'Inde.

Rapports et enquêtes.
Bibliographie.
Autres publications.

Vol. LXXVIII — No. 2 — Genève — Août 1958

Méthode de production et création d'emplois dans les économies insuffisamment développées.

PAUL LAMBERT. — Nouvelle analyse des principes de Rochdale II.

La protection des travailleurs des transports contre les actions en responsabilité civile résultant de leur emploi. Rapports et Enquêtes.

Une expérience internationale en matière d'éducation ouvrière.

Les indemnités de chômage-intérimaires dans la construction en Europe.

Bibliographie

Publications du Bureau International du Travail.

Publications des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales.

Autres publications.

Vol. LXXVIII — No. 3 — Genève — Septembre 1958

Quarante-deuxième Session de la Conférence internationale du travail, (Genève, Juin, 1958).

L'extension progressive des régimes d'assurance sociale dans les pays d'Amérique Latine.

Rapports et Enquêtes.

Une enquête pilote par sondage sur les budgets familiaux en Egypte, par Hassan Hussein.

L'évolution récente de l'emploi et du chômage.

Bibliographie

Publications du Bureau International du Travail.

Publications des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales.

Autres publications.

Vol. LXXVIII — No. 4 — Genève — Octobre 1958

OMER M. OSMAN. — Le progrès économique et social du Soudan.

Dr. E. C. BOWWOOD. — Le rôle de la médecine du travail en Ouganda.

ADOLPH JUNGCLAUTH. — Les attributions du directeur du travail dans les entreprises allemandes: Un aspect de la cogestion dans la République fédérale d'Allemagne.

Rapports et enquêtes.

Le coût des régimes privés de sécurité sociale.

Quelques systèmes de formation professionnelle dans l'industrie chimique.

Bibliographie.

Publications du Bureau International du Travail.

Publications des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales.

Autres publications.

Vol. LXXVIII — No. 5 — Genève — 1958

Bilan des sept sessions maritimes de la Conférence internationale du Travail.

F. H. ROWE. — La réadaptation professionnelle des invalides en Australie.

Rapports et Enquêtes.

La pénurie d'infirmières et les conditions de travail du personnel infir-

mier, par M. Kruse.

La dépréciation de la monnaie: étude des prix à la consommation.

Bibliographie.

Publications des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales.

Autres publications.